Pays de Saint-Omer

Étude prospective sur l'économie présentielle du Pays de Saint-Omer

Rapport final - novembre 2014

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Plan du document

1. Contexte de l'étude
   A. La problématique de l'économie présentielle
   B. L'approche de l'économie présentielle par les territoires
   C. La démarche et les travaux réalisés

2. Etat des lieux de l'économie présentielle sur le territoire
   A. L'analyse statistique
   B. L'enquête terrain

3. Analyse stratégique et enjeux pour le développement de l'économie présentielle

4. Plan d'actions en faveur du développement de l'économie présentielle

5. Annexes : étude d'impacts

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

1- Contexte de l’étude

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

La problématique de l’économie présentielle

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Qu'entend-on par économie présentielle ?

- Définition (Insee) : **activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des personnes présentes dans la zone**, qu'elles soient résidentes ou touristes.
- Définition qui s'appuie sur la **« théorie de la base »** remise sur le devant de la scène par les travaux de Laurent Davezies.

- Activités concernées : commerce et réparation automobile, commerce de détail et réparation, bâtiment, transports ferroviaires, transports routiers de voyageurs, agences de voyage, activités financières, activités immobilières, services aux particuliers, éducation, santé, action sociale et administration.
- L'économie présentielle regroupe des **activités marchandes** (commerce, BTP, …) et **non marchandes** (éducation, santé, …)

- L'économie présentielle intègre les dépenses générés sur le territoire :
  - Par les **résidents permanents** (actifs résidents, navetteurs, retraités)
  - Par les **résidents « temporaires »** (touristes et résidents secondaires)

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Pourquoi s'intéresse-t-on à l'économie présentielle ?

Un questionnement novateur sur un champ d'activités longtemps sous-estimé par les territoires

- La mobilité accrue, les technologies de l'information et de la communication, l'accroissement du temps accordé aux loisirs… participent à :
  - Une dissociation entre le lieu de vie et le lieu d'activité…
  - … et donc une dissociation entre le lieu de création de la richesse et le lieu de circulation de la richesse.
- L'économie résidentielle permet de prendre en compte ces dissociations et d'expliquer :
  - Le développement de certains territoires ruraux (où le tissu productif est peu développé)
  - Le décalage constaté entre croissance et développement.
- Les enjeux soulevés par l'économie résidentielle concernent les mécanismes de :
  - Captation des revenus tirés de l'extérieur (attractivité)
  - Circulation des revenus capter à l'extérieurs (maximisation de la propension à consommer localement).

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

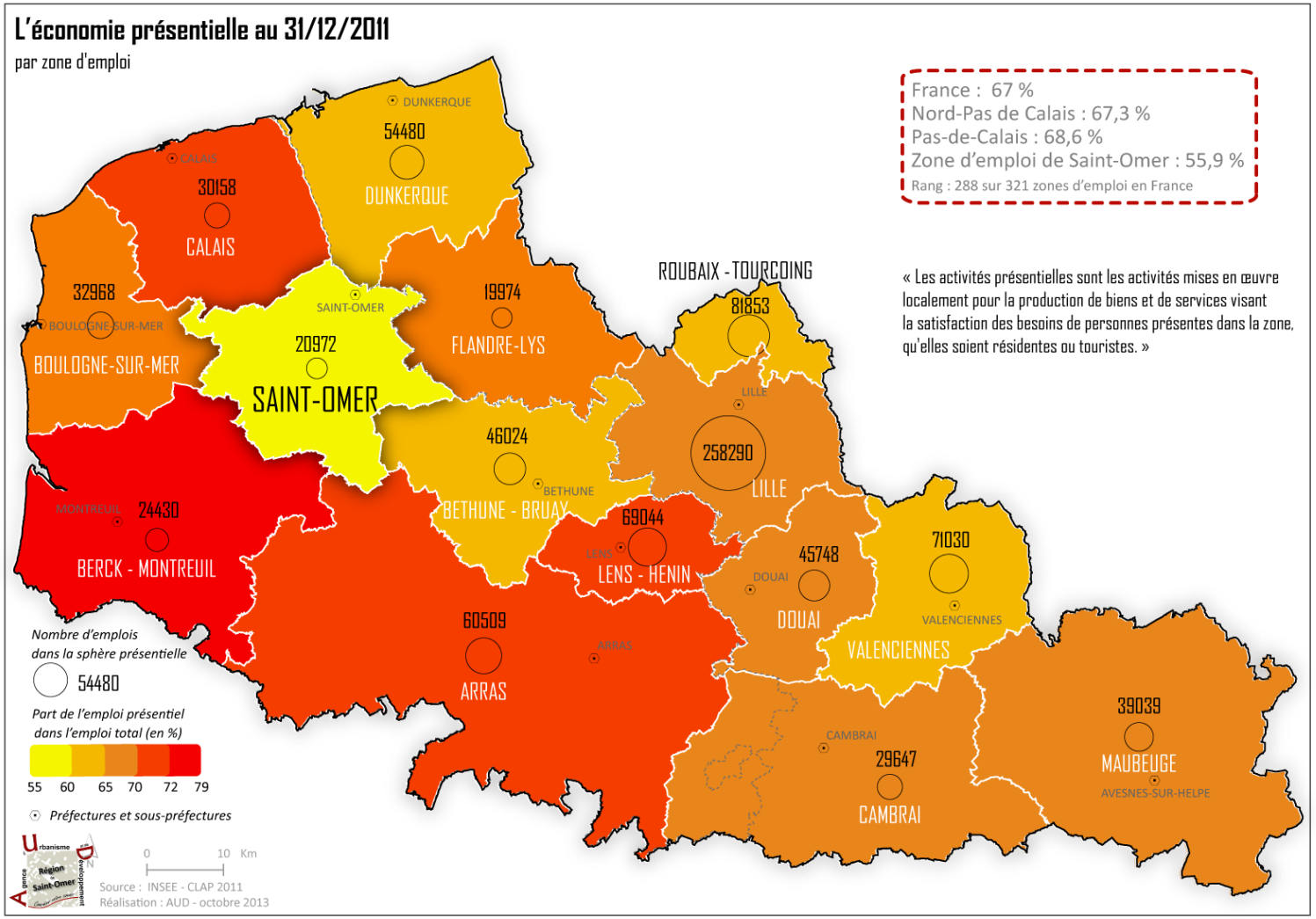
Pourquoi s'intéresse-t-on à l'économie présentielle ?

Un enjeu important pour l'Audomarois, où l'économie présentielle paraît relativement sous-développée (et ralentit même), plus encore que dans le reste de la région

Attraits de l'économie résidentielle	Une réponse aux enjeux audomarois
« Amortisseur » conjoncturel	Un territoire longtemps très industriel et très concentré, donc très exposé
Circulation des richesses, diffusion des créations d'emplois, intégration des publics les moins qualifiés	Diversification des métiers et des secteurs, ouverts à des profils peu qualifiés Articulation urbain/rural
Accroissement des services et de l'attractivité	Nouvelles sources d'apport de valeur ajoutée de l'extérieur, renforcement de la confiance dans le territoire

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

L'économie présentielle : un enjeu pour l'Audomarois



Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

L’approche de l’économie présentielle par les territoires

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Les territoires et l'économie présentielle

- Suite aux travaux de Laurent Davezies (*La République et ses territoires* – 2008) de nombreux territoires se sont intéressés à la question de l'économie présentielle. Leur réflexion a notamment porté sur :
  - L'analyse des moteurs du développement du territoire (au-delà de la sphère productive)
  - Les flux (résidentiels, domicile-travail, …) et les relations interterritoriales.
- La plupart du temps, ces territoires n'ont pas été au-delà du diagnostic ou des travaux prospectifs (ex : Limousin)
- La traduction opérationnelle c'est souvent limitée (quand elle a eu lieu) à un soutien à des filières (tourisme, santé…)

L'économie présentielle reste un sujet difficile à saisir pour les territoires et peu d'entre eux disposent d'une politique spécifique sur le sujet.

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

La cas de Rhône-Alpes

- Dans le cadre du SRDEI 2011-2015 la Région Rhône-Alpes a lancé une démarche spécifique sur l'économie de proximité. (*« L'économie de proximité se compose de secteurs d'activité créant de la richesse à usage local, elle est essentiellement tournée vers la satisfaction des besoins des populations présentes sur le territoire.»)*
- Une démarche qui s'appuie elle aussi sur l'analyse des moteurs de développement territorial (Davezies et Pecqueur) mais qui est plus large que la définition de l'Insee de l'économie présentielle.

- Les objectifs mis en avant sont : la recherche de valeur ajoutée et le lien avec l'économie productive.

- 4 axes d'intervention ont été retenus :
  - Mesurer l'impact de cette économie
  - Accompagner les territoires pour accroître la contribution de l'économie résidentielle au développement local (formation/action; appels à projet)
  - Développer les partenariats autour de l'économie de proximité
  - Faire émerger une culture partagée de l'économie résidentielle.

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Le cas de Rhône-Alpes

Deux exemples : Pays Viennois et PNR du Pilat

Le Pays Viennois : développer l'activité autour du festival « Jazz à Vienne »

- Création d'un cluster en lien avec l'activité du festival (lumière, vidéo, …)
- Travail mené auprès des commerçants pour une adaptation de leurs horaires et développement d'une conciergerie pour les personnes en provenance de Lyon
- Travail avec les entreprises autour de la création d'un siège en carton pliable utilisable lors du festival
- …

PNR du Pilat : renforcer la captation des revenus des résidents (alternants)

- Travail mené auprès des commerçants et artisans pour une adaptation de l'offre aux besoins de la population
- Développement d'une politique d'animation culturelle et optimisation des retombées économiques
- Soutien à la création d'entreprises
- Collaboration avec les territoires voisins sur la question des déplacements domicile-travail et sur le télétravail, réflexion sur l'organisation des territoires et la notion d'inter-territorialité
- …

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Le cas de Rhône-Alpes

Les enseignements

- La réalisation d'un diagnostic sur la question de l'économie présentielle et les moteurs de développement permet de « dépoussiérer » certaines représentations du territoire.

- L'économie présentielle n'est pas traitée comme un sujet en soi. Les actions en faveur de l'économie présentielle se conçoivent dans une logique de complémentarité avec l'économie productive c'est là que se trouve la plus-value d'une stratégie en faveur de l'économie présentielle.

- Les manières d'intervenir en faveur de l'économie présentielle et les leviers actionnés sont très divers d'un territoire à l'autre mais plusieurs points communs apparaissent : la place de l'évènementiel, l'adaptation de l'offre, les mobilités domicile-travail…

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

La démarche et les travaux réalisés

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Les questionnements et les finalités de l'étude

Mots clefs : attractivité, lien social, lien au territoire, diffusion des revenus et de l'emploi, effets-multiplicateurs

- Quels services et quelle amélioration du cadre de vie pour accroître l'attractivité?
- Comment assurer la cohérence économique et sociale du territoire?

- Les finalités du projet
  - Définir une méthode pour mesurer l'économie présentielle, son rôle et son impact potentiel sur le territoire
  - Faire émerger une stratégie partagée pour son renforcement
  - Repérer et déterminer les outils et les actions adaptés à une politique locale en faveur de l'économie présentielle
  - Contribuer à une accélération des échanges économiques intra-territoire et à ses retombées sur l'emploi

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

La démarche mise en place

Phase 0 : lancement de la démarche

Phase 1 : élaboration du diagnostic

Phase 2 : définition des orientations stratégiques

Phase 3 : élaboration du plan d'actions

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

La démarche mise en place

Phase 0 : lancement	• Organiser le lancement des travaux • Capitaliser les savoirs existants et les bonnes pratiques en matière d'économie présentielle
Phase 1 : diagnostic	• Dresser l'état des lieux de l'économie présentielle sur le territoire • Identifier les enjeux et les leviers d'actions pour le développement de l'économie présentielle sur le territoire
Phase 2 : perspectives	• Susciter un débat des acteurs locaux sur la situation et les enjeux prioritaires du territoire • Déterminer collectivement les axes d'actions publiques à mettre en œuvre au regard des enjeux du territoire • Définir une stratégie de développement en faveur de l'économie présentielle en lien avec le projet du territoire

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

La démarche mise en place

Phase 3 : plan d'actions

- Traduire les orientations stratégiques retenues en un plan d'actions opérationnel
- Intégrer ou proposer un ajustement des actions déjà engagées ou envisagées
- Préciser les modalités de pilotage et de mise en œuvre des différentes actions : établir les responsabilités des partenaires, le calendrier de réalisation, les modalités de financement

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Les travaux réalisés

- Comité de lancement (08/11/2013)
- Analyse documentaire :
  - Etudes sur l'économie présentielle
  - Etudes concernant le territoire du Pays de St-Omer
- Analyse statistique :
  - Exploitation des données disponibles : productions de l'Agence d'urbanisme, études récentes, statistiques publiques disponibles
  - Requête spécifique auprès de l'Insee : mobilités domicile-travail
- Entretiens partenaires (15)
- Enquête terrain (76 questionnaires)
- Rencontre avec le cabinet « Les Enchanteurs » (12/02/2014)
- Benchmark (Rhône-Alpes et Limousin)
- Etude d'impacts
- Réunion avec les élus (07/02/2014)
- Comité de pilotage sur les axes d'intervention (15/10/2014)
- Réunion avec les professionnels du secteur (24/11/2014)
- Finalisation du plan d'action

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Les travaux réalisés

Contact	Structure
Nicolas Rossignol	Directeur de la Prospective et des Partenariats CG 62
Pierre-Jean Lorens	Directeur, D2PE Conseil régional Nord – Pas de Calais
Sophie Balistaire Daniel Pecqueur	Directrice de Saint-Omer Développement Président de St-Omer Développement
Xavier Ibled	Vice-Président de la CCI Grand Lille
Didier Herduin Michel Chaudron	Directeur de l'action territoriale 62 CMA Responsable de l'antenne CMA de St-Omer
Colette Coche	Directrice de l'OTP
Virginie Caron	Chargée de mission tourisme au sein de l'AUD
Francis Doyer	Vice-Président tourisme de la CASO et Vice-Président de l'OTP

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Les travaux réalisés

Contact	Structure
Jean-Paul Moutiez	Directeur de Galilée
Kety Chaput	Directrice de Solidarité Travail
Marie-Claude Dacquin	Directrice de l'UNA St-Omer (ex-ASSAD)
David Fleyrat	Directeur de la clinique de Saint-Omer
Philippe Merlaud	Directeur de l'hôpital de St-Omer
Antoine Van Assche	Responsable de l'unité des techniciens conseils de l'information statistique (Insee)

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

2- Etat des lieux de l'économie présentielle sur le territoire

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Etat des lieux

Les questionnements de l'analyse et de l'enquête

- La dynamique démographique (évolution et structure de la population) est-elle porteuse de développement pour l'économie présentielle ?
- Quel est le positionnement du territoire concernant le potentiel de consommation (personnes présentes et propension à consommer) ?
- Quel est le dynamisme de l'économie présentielle sur le territoire ?
- L'offre du territoire est-elle satisfaisante ? Répond-elle aux besoins des populations présentes ?

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

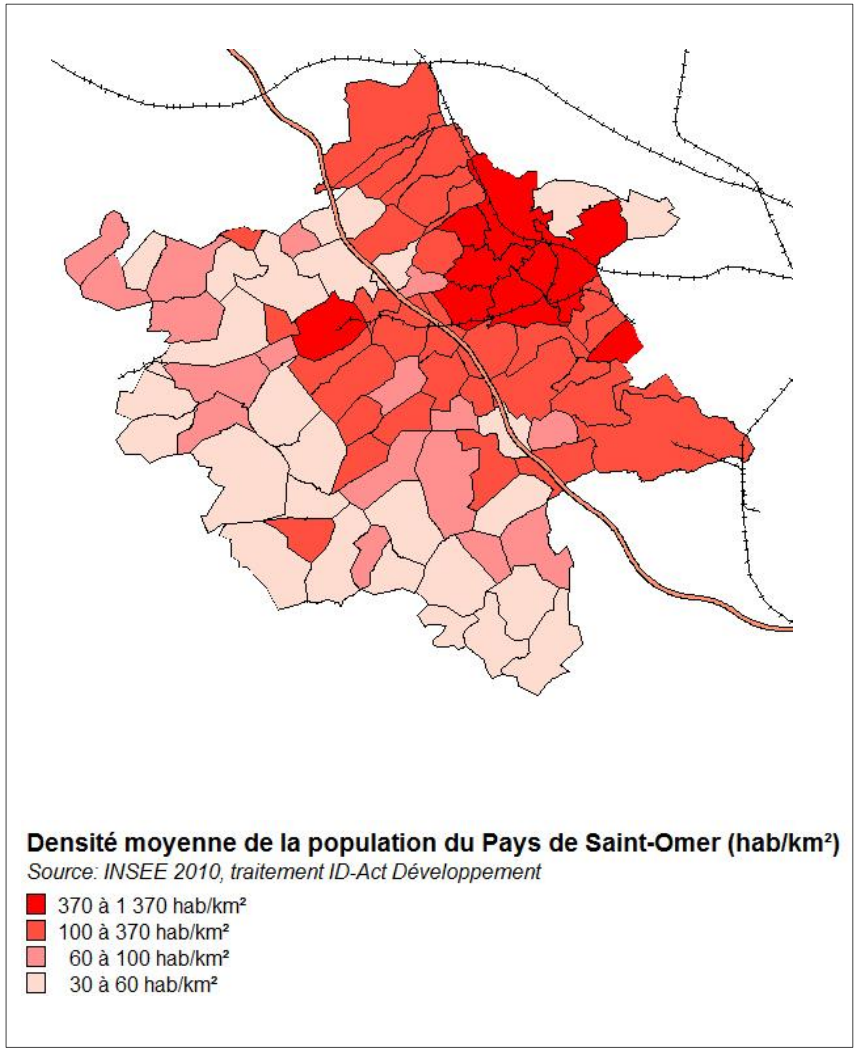
L’analyse statistique

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Densité de population

- **Une densité de population élevée favorable au développement du commerce et des services** mais néanmoins inférieure aux moyennes régionales et départementales
- A noter : 25 communes de moins de 500 habitants (seuil d'apparition des boulangeries)

En 2010	Densité moyenne (hab./km²)
Ville de Saint-Omer	884,5
CA de Saint-Omer	347,3
CC du Canton de Fauquembergues	51,6
CC de la Morinie	129,5
CC du Pays d'Aire	277,4
CC du Pays de Lumbres	90,7
Pays de Saint-Omer	**163,2**
Pas de Calais	219, 0
Nord – Pas de Calais	324,9
France province	95,4



Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Evolutions démographiques

	Evolution annuelle moyenne de la pop (%) entre 1999 et 2010	Due au solde naturel	Due au solde migratoire
Pays de Saint-Omer	**0, 3**	**0,5**	**-0,2**
Pas de Calais	0,1	0,4	-0,3
Nord-Pas de Calais	0,1	0,5	-0,4
France province	0,6	0, 3	0,7

	Evolution projetée 2005-2020 (scénario central)	Contribution du solde naturel (en pts)	Contribution du solde migratoire (en pts)
Nord-Pas de Calais	1%	9	-8
Pas de Calais	1%	4	-3
Bassin d'habitat de Saint-Omer	**-4%**	**5**	**-9**
CA de Saint-Omer	-11%	5	-16

Hypothèses de l'INSEE:

- Ce scénario est une projection qui repose sur des hypothèses d'évolution de la fécondité, de la mortalité, du solde migratoire et des modes de cohabitation.
- La population du bassin d'habitat de Saint-Omer diminuerait de **4%** dans l'hypothèse où le solde migratoire se maintiendrait à son niveau observé, déficitaire.
- Le vieillissement du territoire serait plus marqué que la moyenne régionale : les **personnes âgées de 60 ans ou plus** deviendraient plus nombreuses que les moins de 20 ans entre **2015 et 2020**.

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Evolutions démographiques

	Evolution annuelle moyenne de la pop (%) entre 1999 et 2010	Due au solde naturel	Due au solde migratoire
Ville de Saint-Omer	-0,7	0,7	-1,5
CA de Saint Omer	-0,2	0,5	-0,7
CC du Canton de Fauquembergues	1,1	0,3	0,8
CC de la Morinie	1	0,3	0,7
CC du Pays d'Aire	0,4	0,5	-0,1
CC du Pays de Lumbres	1,1	0,5	0,6
Pays de Saint-Omer	**0,3**	**0,5**	**-0,2**

- Un territoire marqué par une crise migratoire aiguë
- Un exode qui affecte surtout les pôles urbains (St-Omer, CASO, CC Pays d'Aire), au bénéfice des EPCI du sud et de l'ouest du Pays
- Une contribution négative à l'économie résidentielle et une menace pour l'avenir, qui appelle des réponses en terme d'offres de logements, d'animation, de formation initiale etc.

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Caractéristiques de la population

	- de 20 ans	20 à 59 ans	60 ans et +	Indice de vieillissement
Pays de Saint-Omer	**26,3%**	**53,5%**	**20,2%**	**76,8**
Pas de Calais	26,6%	52,7%	20,7%	77,6
Nord-Pas-de-Calais	26,9%	53,1%	20,1%	74,7
France province	24,3%	52,0%	23,7%	97,7

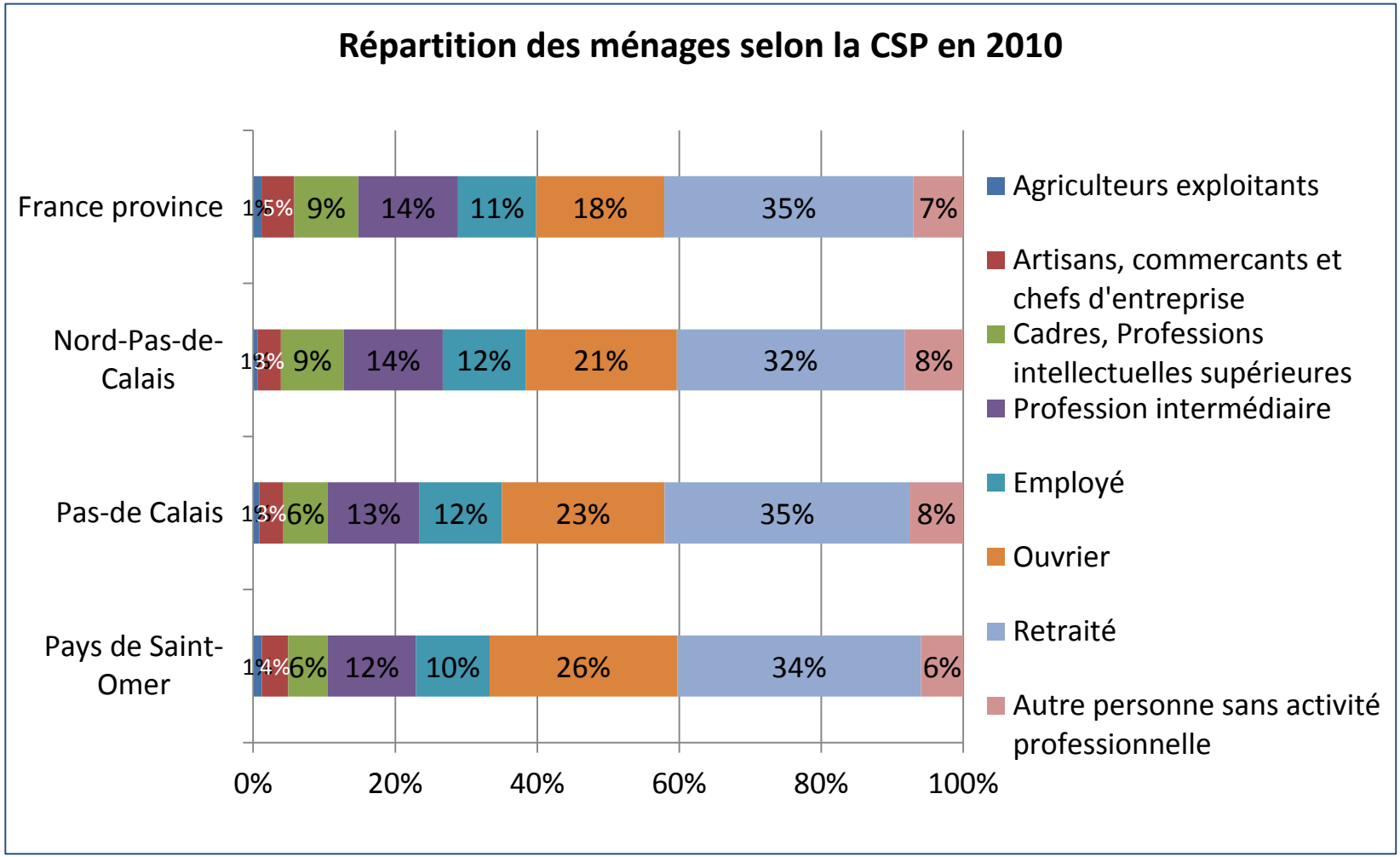
	% de propriétaires
Pays de Saint-Omer	**65,7%**
Pas de Calais	57,4%
Nord-Pas-de-Calais	56,3%
France province	60,0%

Source : Insee, recensement de la population

- Un phénomène de vieillissement de la population mais un territoire, à l'image de la région, moins touché qu'au niveau national
- Des enjeux qui se posent cependant :
  - Impact sur le solde naturel et l'évolution globale de la population (plus de compensation du déficit migratoire)
  - Sur le logement (adaptation du parc, maintien d'un parc attractif…)
  - Sur l'offre de services (hébergement médicalisé, soins à domicile…) et sur les compétences associées

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Catégories socioprofessionnelles



Source : Insee, recensement de la population 2010

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Catégories socioprofessionnelles

Densité pour 1 000 habitants parmi la population de 15 ans et plus

	Pays de St-Omer	Pas de Calais	NPDC	France province
Agriculteurs exploitants	**12**	7	5	12
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	**27**	25	24	34
Cadres	**41**	44	63	67
Professions intermédiaires	**116**	119	129	133
Employés	**164**	169	164	164
Ouvriers	**190**	169	160	144
Retraités	**251**	251	237	278
Autre personne sans activité	**199**	216	218	168

Source : Insee, recensement de la population 2009

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Catégories socioprofessionnelles

- Les actifs une fois retraités ne quittent pas de manière massive le territoire
- Le territoire souffre en revanche d'un déficit de CSP+ (cadres et professions intellectuelles supérieures), d'entrepreneurs (artisans, commerçants, chefs d'entreprises) et à l'inverse d'une surreprésentation des personnes sans activité
- Si la densité « d'autre personne sans activité » était égal à la moyenne nationale (soit 168 pour 1 000 habitants de 15 ans et plus au lieu de 199) il y aurait **2 943 actifs de plus** sur le territoire. Si ces actifs se répartissaient dans les CSP déficitaires du territoire ils génèreraient **49 699 435 euros supplémentaires de consommation pour le territoire.**

Catégories socioprofessionnelles	Effectif à reconsidérer	Revenu salarial annuel moyen	Revenus totaux
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	419	35 000 €	14 674 877 €
Cadres, professions intellectuelles supérieures	651	36 186 €	23 544 654 €
Professions intermédiaires	1 873	23 396 €	43 822 143 €
Total	**2 943**		**82 041 675 €**
Part des dépenses de consommation finale des ménages			**68 915 007 €**
Part de dépenses de consommation autres que pré-engagées qui sera injectée dans l'activité économique présentielle			**49 699 435 €**

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Catégories socioprofessionnelles

Ces 49 699 435 euros injectés dans l'économie du territoire génèreraient à leur tour la **création de 243** emplois équivalent temps plein

Produit	Part des dépenses de consommation finale des ménages	Ratio CAHT/Salariés	Emplois (ETP)
Hébergement médico-social et social, action sociale sans hébergement	2 349 789 €	64 044	37
Enseignement	3 726 464 €	124 733	30
Hébergement et restauration	2 662 896 €	117 005	23
Activités immobilières	7 520 519 €	350 750	21
Activités pour la santé humaine	4 593 222 €	216 704	21
Fabrication De Denrées Alimentaires, De Boissons Et De Produits À Base De Tabac	5 708 477 €	312 947	18
Activités financières et d'assurance	1 891 560 €	155 534	12
Transports et entreposage	1 313 059 €	139 098	9
Autres activités de services	958 205 €	108 210	9
Fabrication de textiles, industries de l'habillement, du cuir et de la chaussure	1 644 554 €	201 843	8
Autres industries manufacturières - réparation et installation de machines et d'équipements	1 356 795 €	189 582	7
Fabrication De Matériels De Transport	2 106 759 €	336 970	6
Arts, spectacles et activités récréatives	1 482 534 €	292 532	5
Administration publique	596 393 €	157 166	4

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Catégories socioprofessionnelles

La composition de la population contribue négativement à l'économie présentielle du territoire et pose des enjeux en matière d'attractivité et d'accueil des CSP + et d'accompagnement au retour à l'activité des personnes les plus éloignées du marché du travail.

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Les revenus

	1er décile	Médiane	9ème décile	Part des ménages fiscaux imposés
Pays de St-Omer	**5 913 €**	**16 374 €**	**30 659 €**	**48,8%**
Pas de Calais	5 097 €	15 755€	30 533 €	48,6%
Nord-Pas de Calais	4 979 €	16 369 €	32 728 €	51,3%
France province	6 844 €	18 263 €	35 316€	55,9%

Source : Insee, revenus fiscaux localisés des ménages 2010

- Des écarts de revenus limités au sein du Pays de St-Omer
- Une contribution du niveau des revenus à l'économie présentielle ambigüe avec d'un côté des « revenus faibles » moins faibles qu'ailleurs et de l'autre des « revenus élevés » moins élevés qu'ailleurs

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Les revenus

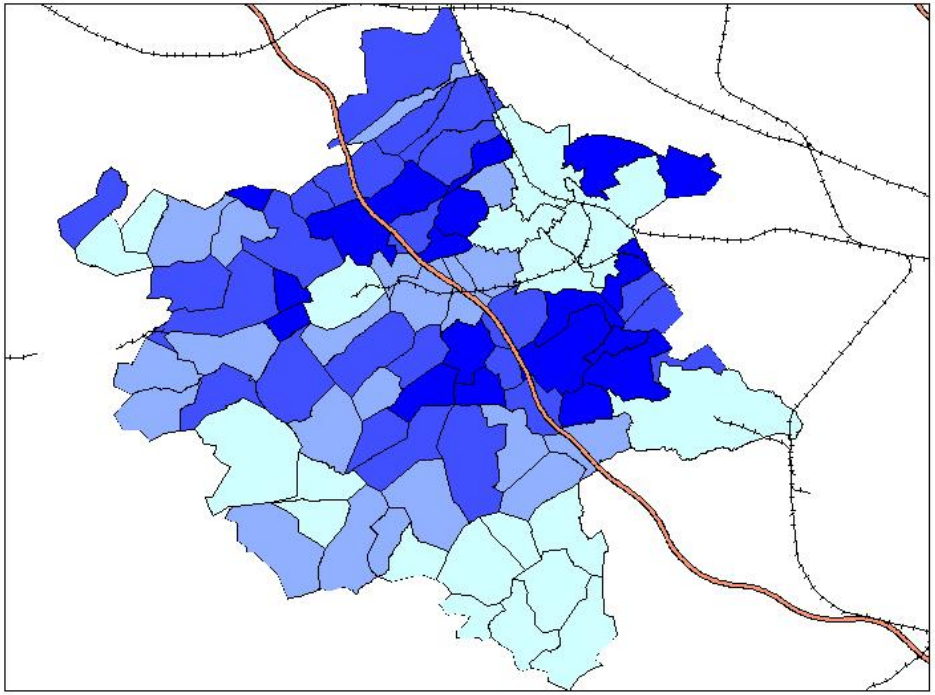
	1er décile	Médiane	9ème décile
Ville de St-Omer	1 0 29	13 340	31 321
CA de St-Omer	4 768	15 590	30 603
CC du Pays d'Aire	6 152	16 316	29 903
CC du Canton de Fauquembergues	6 273	14 669	27 438
CC de la Morinie	8 503	17 618	30 763
CC de Lumbres	7 148	16 359	28 910

Source : Insee, revenus fiscaux localisés des ménages 2010

- En revanche, des inégalités de revenus plus fortes au sein de l'agglomération de St-Omer et en particulier de la ville-centre.
- Des inégalités qui progressent sur l'ensemble du territoire (le revenu médian progresse davantage que le 1er décile)
- Un phénomène de paupérisation perceptible sur l'agglomération de St-Omer.

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Les revenus

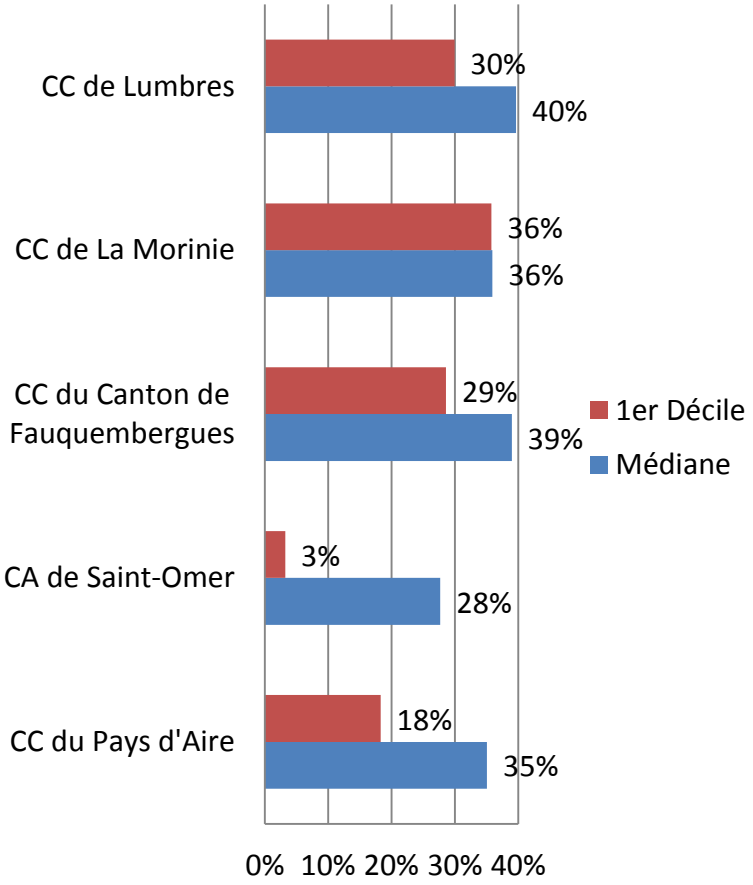


Revenus médians du Pays de Saint-Omer en 2011

Source: INSEE 2010, traitement ID-Act Développement

- 32 800 € à 41 400 €
- 29 100 € à 32 800 €
- 25 600 € à 29 100 €
- 18 100 € à 25 600 €

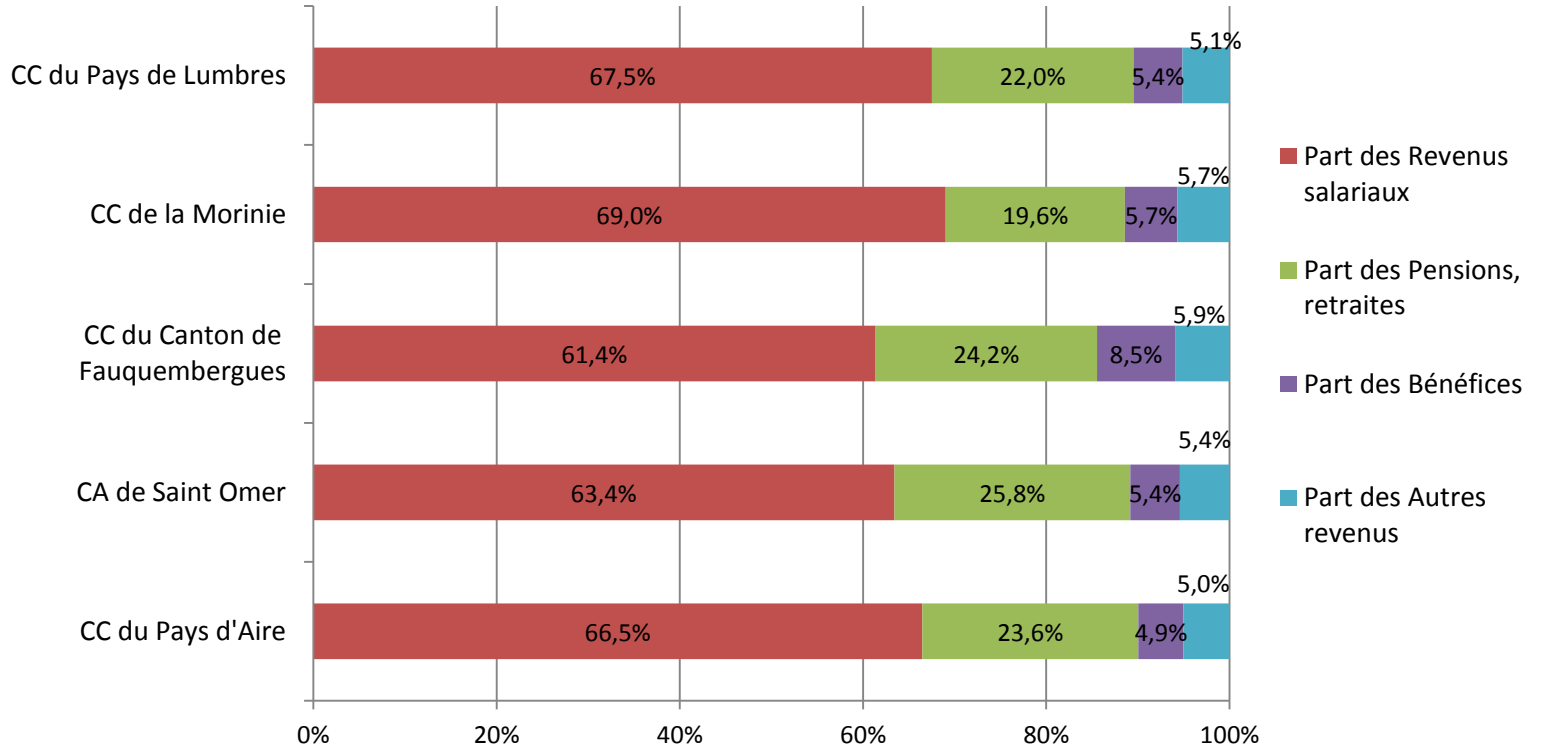
Evolution des revenus déclarés par UC entre 1999 et 2010



Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Composition des revenus

Structure des revenus déclarés par intercommunalité en 2010



Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Le marché du travail

	Taux d'activité	Taux d'activité des femmes	Taux d'emploi	Taux d'emploi des femmes
Pays de St-Omer	**68%**	**62%**	**58%**	**51%**
Pas de Calais	67%	61%	57%	51%
Nord – Pas de Calais	68%	62%	57%	52%
France province	71%	68%	63%	59%

Zones de comparaison	Taux d'activité en 1999	Taux d'activité en 2010	Taux d'emploi en 1999	Taux d'emploi en 2010
Pays de Saint-Omer	65,8%	67,7%	55,4%	58,1%
Pays Cœur de Flandre	68,5%	71,4%	60,3%	64,2%
Pays du Boulonnais	65,4%	67,8%	52,6%	57,2%
Nord-Pas-de-Calais	64,6%	67,9%	52,9%	57,4%
France métropolitaine	**69,3%**	**72,2%**	**60,2%**	**63,8%**

Source : Insee, recensement de la population 2010

Une croissance du taux d'emploi plus faible que sur les autres territoire entre 1999 et 2010
Une « inactivité » source d'un déficit de revenus injectés dans l'économie présentielle.

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Les mobilités domicile-travail

Actifs ayant un emploi et dont le lieu de travail est le Pays de St-Omer

ZE de résidence	Actifs sur le territoire de la ZE	
	Effectifs	%
Arras	329	0,7%
Berck - Montreuil	655	1,4%
Boulogne-sur-Mer	804	1,8%
Béthune - Bruay	3 193	**7,0%**
Calais	2 862	**6,3%**
Cambrai	23	0,1%
Douai	22	0,0%
Dunkerque	1 329	2,9%
Flandre - Lys	2 104	**4,6%**
Lens - Hénin	205	0,5%
Lille	335	0,7%
Maubeuge	9	0,0%
Roubaix - Tourcoing	91	0,2%
Saint-Omer	**33 526**	**73,7%**
Valenciennes	20	0,0%

Source : Insee, recensement de la population 2010

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Les mobilités domicile-travail

Les mobilités entrantes :

- Le marché du travail de la zone d'emploi de Saint-Omer rayonne principalement sur Béthune-Bruay, le Calaisis et Flandre-Lys
- Plus du quart des personnes travaillant sur le territoire n'y vivent pas

Les mobilités sortantes :

- Le Pays de Saint-Omer se situe à moins de 50km et 5 pôles d'emplois : Béthune, Calais, Flandre-Lys, Dunkerque, Boulogne-sur-Mer…
- … soit au centre d'une zone comprenant plus de 300 000 emplois salariés et confrontée à des difficultés de recrutement sur les emplois de cadres et de profils à haute technicité.
- Or parmi les éléments mis en avant pour expliquer la difficulté à faire venir des cadres sur le territoire la question de l'emploi du conjoint est souvent citée. Des actions pourraient être menées sur ce sujet avec les territoires limitrophes.

- Les échanges avec les zones d'emploi de Lille et Roubaix-Tourcoing sont faibles et ne correspondent pas à la place accordée à la métropole lilloise dans le discours des acteurs.

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Les mobilités domicile - travail

Actifs ayant un emploi et dont le lieu de travail est le Pays de St-Omer

	Pays Saint-Omer	Hors Pays Saint-Omer
Agriculteurs exploitants	96%	4%
Artisans, commerçants, chefs entreprise	93%	7%
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**63%**	**37%**
Employés	81%	19%
Ouvriers	79%	21%
Professions Intermédiaires	**67%**	**33%**
Non identifiés	12%	88%
Total	**74%**	**26%**

Source : Insee, recensement de la population 2010

Plus les actifs sont qualifiés, plus ils sont mobiles géographiquement et plus le territoire tend à les attirer de l'extérieur. Ils peuvent alors constituer un apport de pouvoir d'achat sur place mais une partie d'entre eux pourrait aussi s'implanter dans l'Audomarois et ainsi contribuer davantage à l'économie résidentielle.

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Les mobilités domicile-travail

CSP	Actifs résidant hors du Pays Saint-Omer	Revenu Salarial moyen annuel	Revenus Exportés (estimation)
Agriculteurs exploitants	92		-
Artisans, commerçants, chefs entreprise	326		-
Cadres, professions intellectuelles supérieures	1 250	36 186 €	45 221 552 €
Professions Intermédiaires	2 860	23 396 €	66 918 341 €
Employés	2 773	14 391 €	39 906 724 €
Ouvriers	4 558	17 813 €	81 183 293 €
Total	**11 858**		**233 229 910 €**

CSP	Actifs travaillant hors du Pays Saint-Omer	Revenu Salarial moyen annuel	Revenus Importés (estimation)
Agriculteurs exploitants	66		-
Artisans, commerçants, chefs entreprise	308		-
Cadres, professions intellectuelles supérieures	1 360	36 186 €	49 221 859 €
Professions Intermédiaires	3 435	23 396 €	80 369 169 €
Employés	2 462	14 391 €	47 008 901 €
Ouvriers	3 267	17 813 €	61 190 631 €
Total	**10 897**		**237 790 560 €**

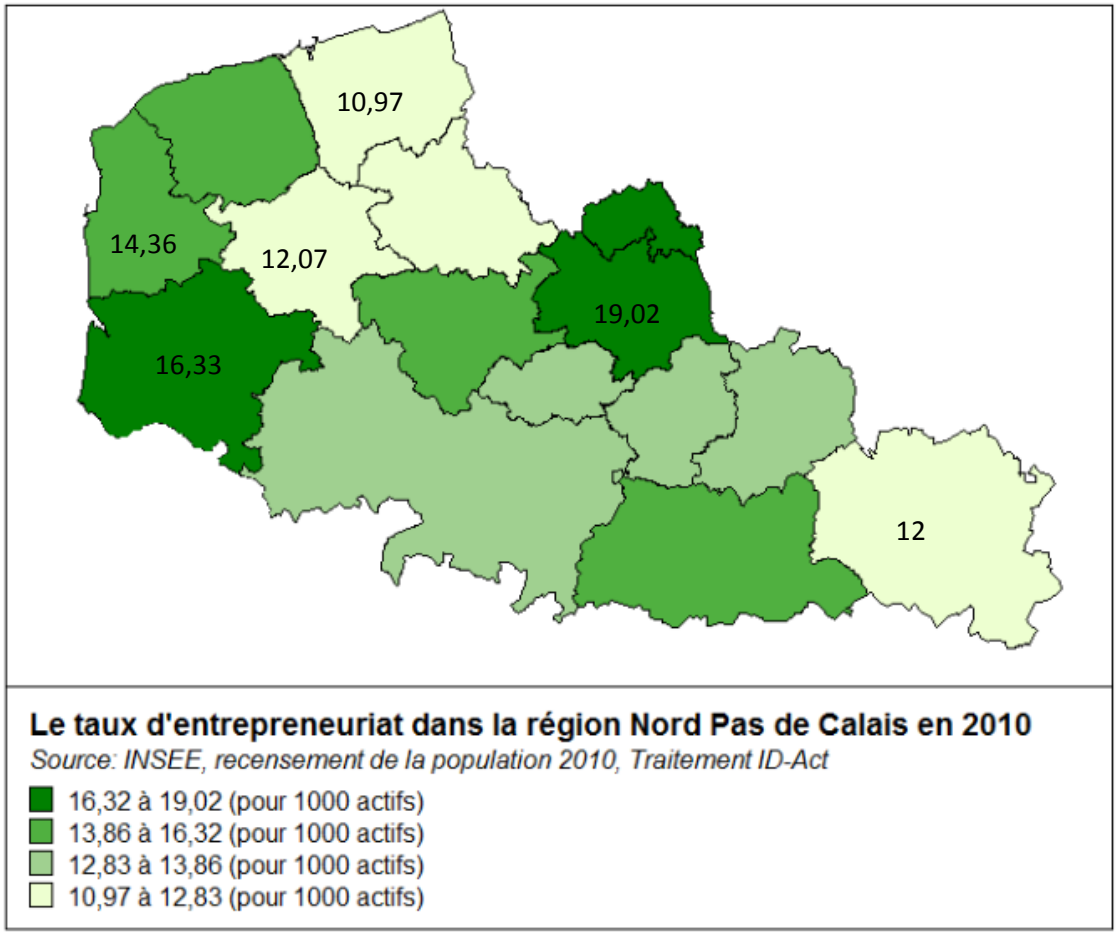
Champ d'étude: actif ayant un emploi dont le lieu de travail ou de résidence est le Pays de Saint-Omer
Source : Insee, Recensement de la population 2010, exploitation complémentaire

Des mobilités domicile travail favorables au territoire : les revenus importés étant plus élevés que les revenus exportés.

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

L'entrepreneuriat

Le taux d'entrepreneuriat correspond au nombre de créations d'entreprises pour 1000 actifs



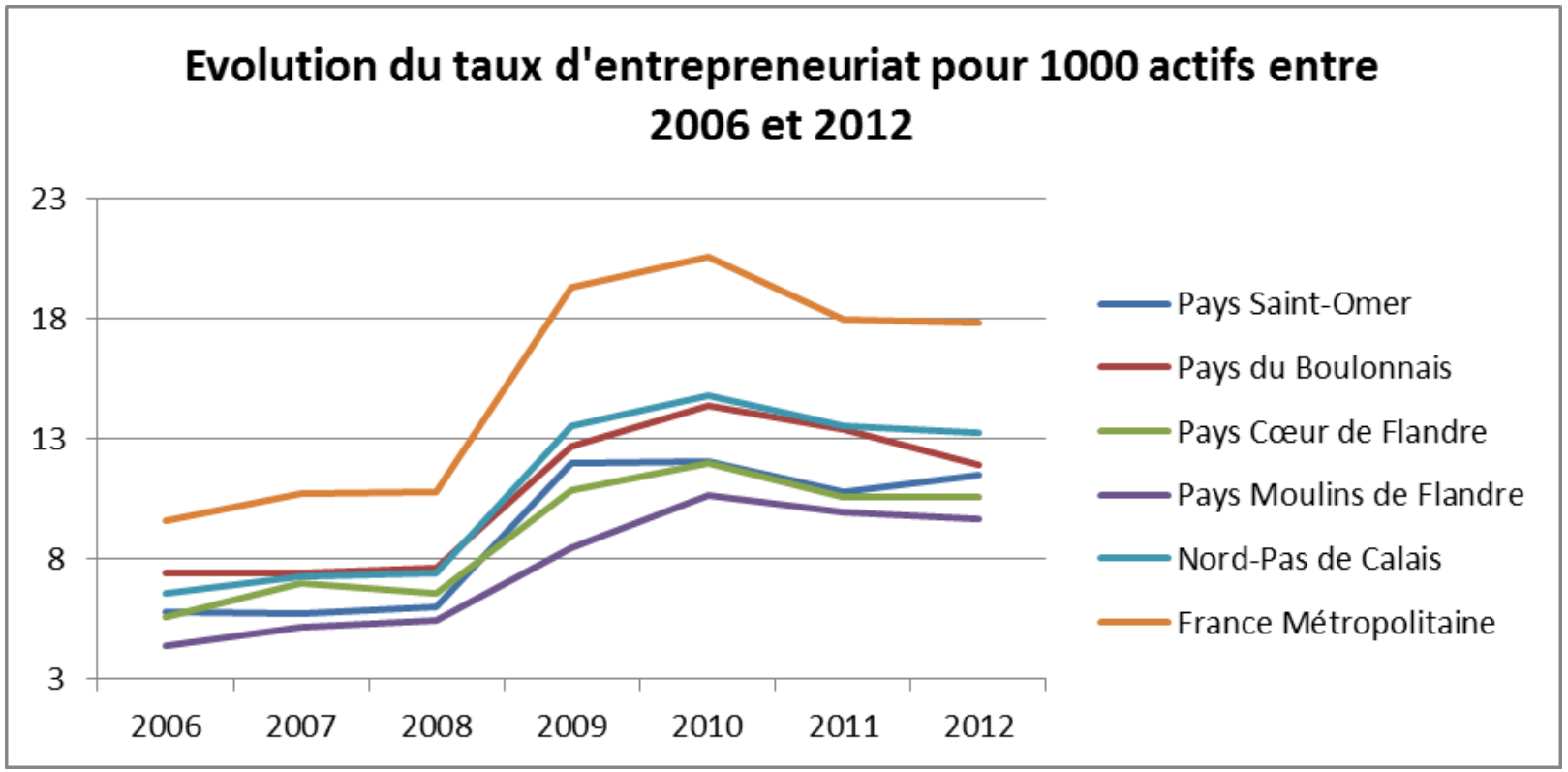
La zone d'emploi de St-Omer fait partie des 4 zones d'emplois du territoire régional où le taux d'entrepreneuriat est le plus faible avec Dunkerque, Flandre-Lys et Sambre-Avesnois.

Sachant que le taux d'entrepreneuriat régional est lui-même inférieur à la moyenne nationale.

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

L’entrepreneuriat

Une progression du taux d’entrepreneuriat relativement faible par rapport aux moyennes régionales et nationales sur toute la période d’observation



Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

L'entrepreneuriat

L'évolution du taux d'entrepreneuriat : écart de performance entre le Pays Saint-Omer et la moyenne régionale

Année	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total
Pays Saint-Omer	6	6	6	12	12	11	11	**64**
Nord-Pas de Calais	7	7	7	13	15	14	13	**76**
Ecart observé	1	1	1	1	3	3	2	**12**
Equivalent en nombre de créations	52	52	52	53	159	160	107	**635**
Ratio création entreprise / Emplois [1]	1,9							
Equivalent en nombre d'emplois (ETP)	99	99	99	101	302	304	203	**1 207**

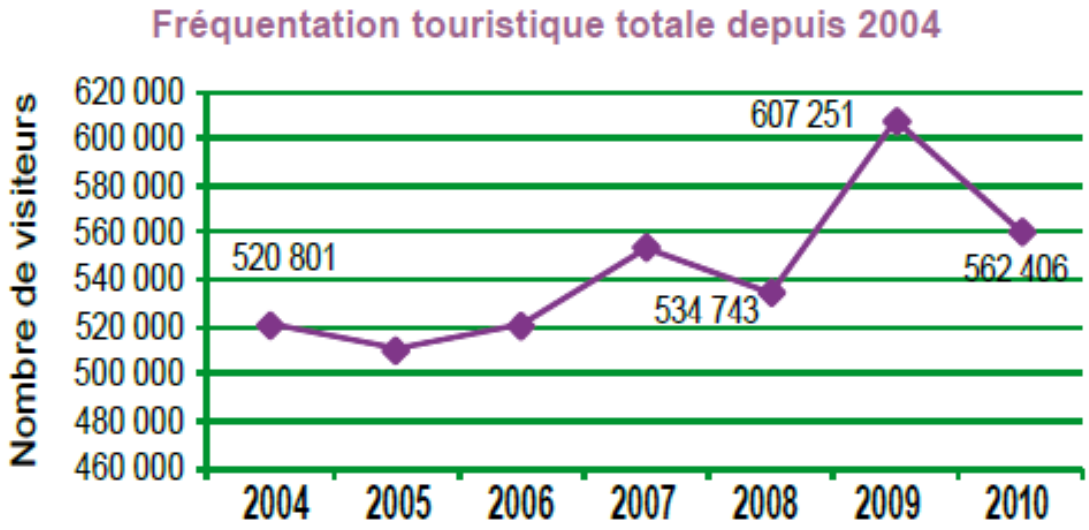
(1): INSEE, Enquêtes SINE 2002-2005.
Trois ans après le demarrage, une entreprise se crée, en moyenne, avec 1,9 emploi : 1 emploi non salarié et 0,9 emploi salarié.

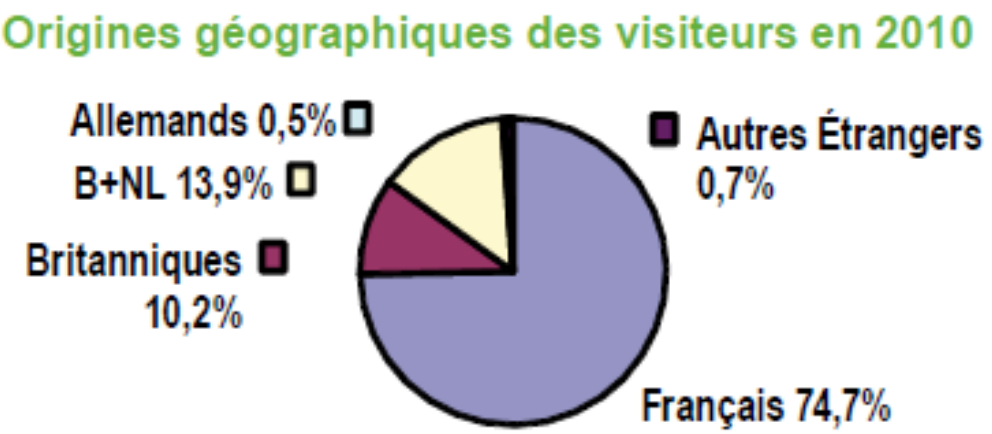
Source: INSEE 2012, Pôle Emploi. Traitement ID-Act

- L'écart de performance en matière d'entrepreneuriat entre le territoire et la région a généré pour la période 2006-2012 un déficit de 635 créations.
- Etant donné le nombre moyen d'emplois dans les établissements de l'économie présentielle cet écart de performance entraine également un déficit de près de 1 200 emplois à temps plein.

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Touristes et tourismes





- Une fréquentation touristique en hausse sur 2005-2010
- Une année 2009 « exceptionnelle » grâce à la semaine fédérale du cyclotourisme et à une météo clémente
- Une prédominance du tourisme régional et de courts séjours : visite à la journée pas de consommation d'hébergement

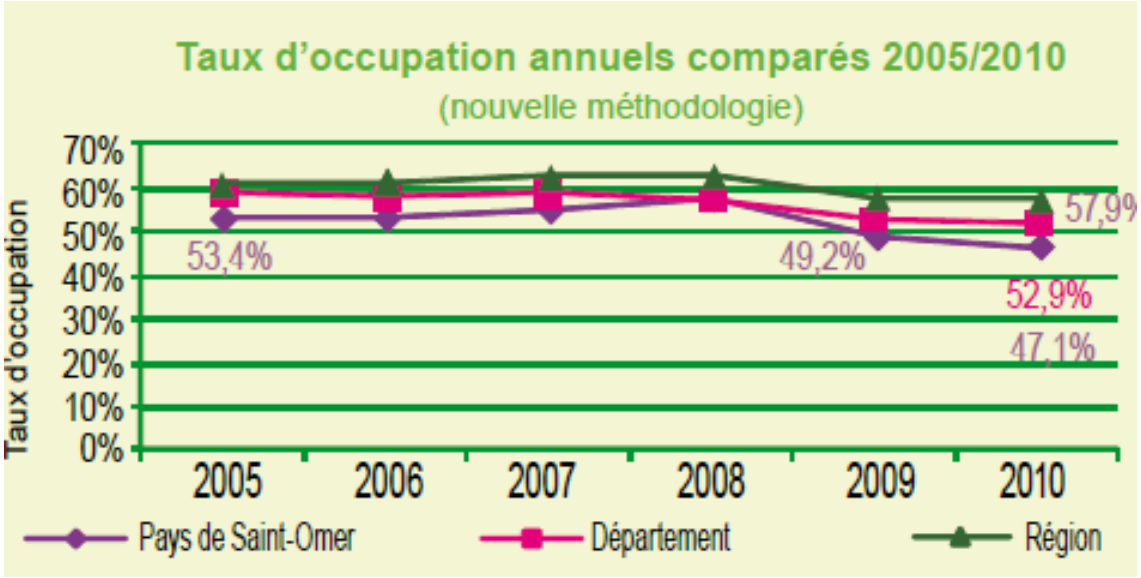
Source : Observatoire économique du tourisme du Pays de Saint-Omer

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Touristes et tourismes

Un taux d'occupation des hôtels sur l'audomarois qui s'établit à 49,4% en 2012

- En baisse par rapport à 2011
- Avec une part de la clientèle étrangère en forte diminution
- Mais avec une progression du tourisme d'affaires



Source : Observatoire économique du tourisme du Pays de Saint-Omer

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Touristes et tourismes

- Une attractivité touristique réelle
  - Paysages naturels (marais) et urbains
  - Équilibre ruralité – armature urbaine
  - Pôles : Coupole, golf, Therouanne, centre-ville de Saint-Omer…
  - En 2012 :
    - Dennlys Parc est le 10ème équipement le plus visité de la région avec 173 590 visiteurs
    - La Coupole est le 17ème équipement le plus visité de la région avevc127 030 visiteurs

- Mais aussi des ressources encore non-valorisées
  - Théâtre
  - Autres sites de la deuxième guerre mondiale
  - La Coupole : un lieu peu ouvert sur l'économie touristique locale, auquel les habitants ne s'identifient pas

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Touristes et tourismes

- Une offre d'accueil touristique insuffisante, malgré un taux d'occupation hôtelière plus faible que la moyenne
  - Au regard des standards de qualité attendue par les visiteurs
  - En terme de diversité d'offres et de gamme
  - Un nombre restreint d'établissements

- Une identité touristique, voire territoriale, qui reste largement à construire

- Un impact du tourisme sur l'économie présentielle qu'il convient de ne pas surestimer 562 406 visiteurs en 2010 contre une population résidente de 119 453 personnes présentes pour un tiers toute l'année et pour les deux tiers pendant 339 jours sur 365* soit l'équivalent de 41 529 835 visiteurs.

** d'après l'enquête sur les conditions de vie de l'Insee environ 2/3 des français partent en vacances et ils partent en moyenne 26 jours.*

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

L'enseignement supérieur

- Une offre relativement importante, on peut citer parmi les principaux établissements :
  - L'EILCO (école d'ingénieur du littoral Côte d'Opale)
  - L'ISCID-CO (école supérieure de commerce international de Dunkerque Côte d'Opale
  - L' Université du Littoral pôle de Saint-Omer

- 1 949 étudiants inscrits sur le territoire pour l'année 2010/2011 (-1,3% par rapport à l'année précédente)

- Une offre qui malgré tout n'arrive pas à retenir les bacheliers du territoire : 29% seulement des bacheliers 2009 du Pays de Saint-Omer ont poursuivi leurs études supérieures sur le territoire. Seule la zone de Flandre-Lys fait moins bien avec un taux de rétention de 15%.
- Ces bacheliers quittent le territoire pour rejoindre principalement la zone de Lille.

- En revanche une offre qui constitue un vecteur d'attractivité : le taux d'attractivité du territoire auprès des bacheliers de la région est de 30%, Saint-Omer fait mieux que Maubeuge, Dunkerque et Cambrai)

Données de l'ORES

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

L'économie présentielle*

	Nb établissements	%	Densité pour 10 000 habitants
Pays de St-Omer	4 632	61,2%	389
Pas de Calais	54 483	65,2%	373
Nord – Pas de Calais	154 009	64,0%	382
France province	2 670 675	59,8%	526

	Nb de postes salariés	%	Densité pour 10 000 habitants
Pays de St-Omer	21 845	56,0%	1 834
Pas de Calais	286 898	68,4%	1 963
Nord – Pas de Calais	888 130	67,3%	2 202
France province	11 352 365	67,7%	2 237

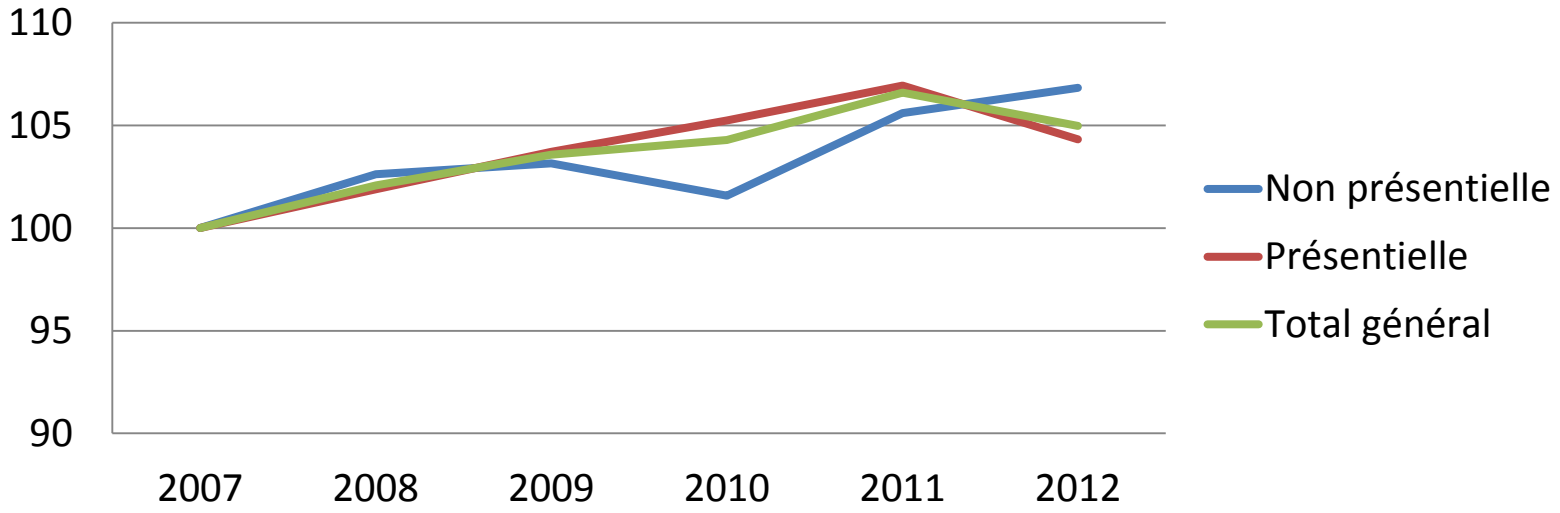
*commerce et réparation automobile, commerce de détail et réparation, bâtiment, transports ferroviaires, transports routiers de voyageurs, agences de voyage, activités financières, activités immobilières, services aux particuliers, éducation, santé, action sociale et administration

Source : Insee CLAP au 31/12/2010

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

L'économie présentielle

Evolution du nombre d'établissements employeurs entre 2007 et 2012 (base 100)

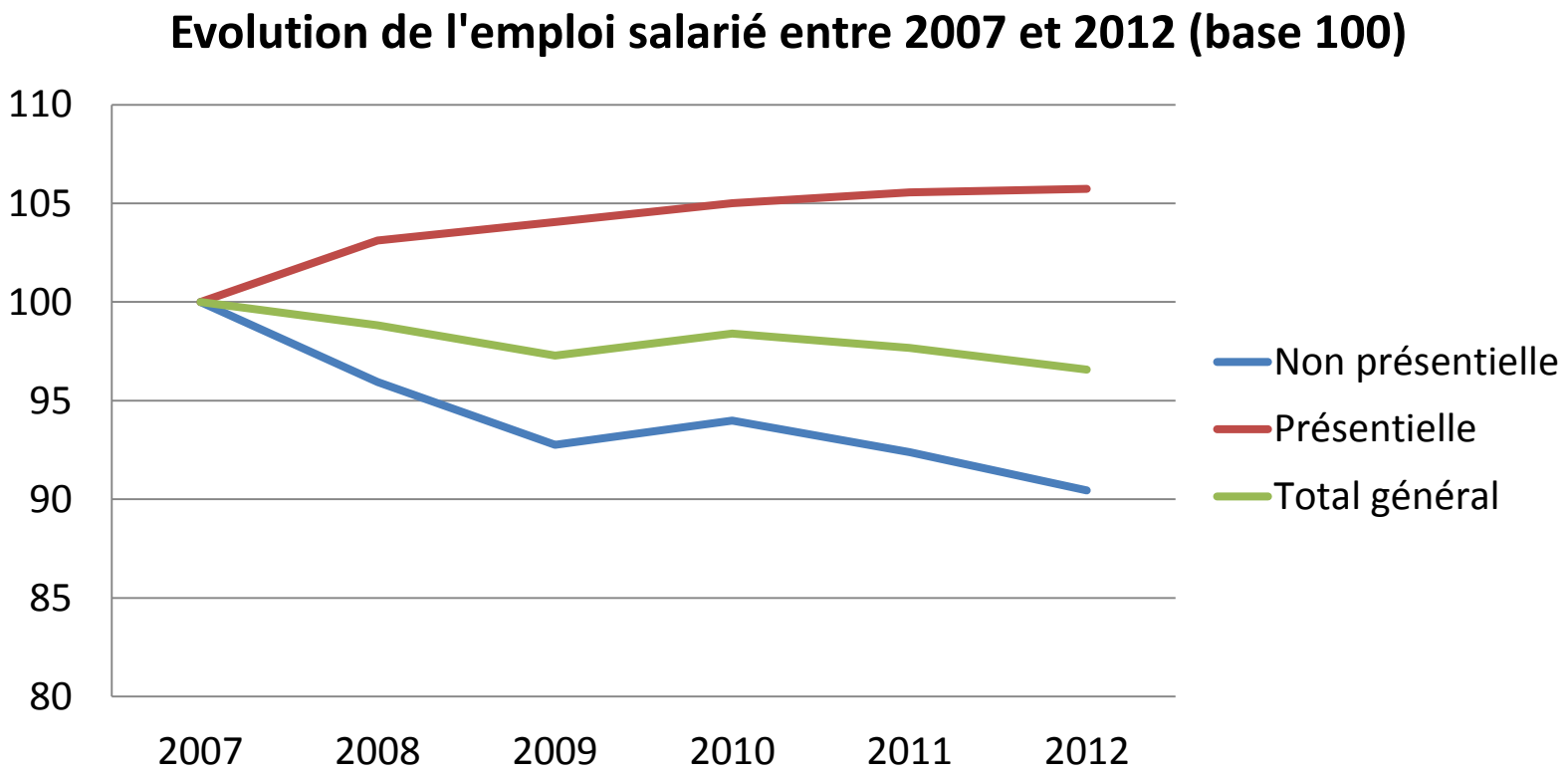


Source : Acoss, traitement ID-Act.

Le tissu présentiel a poursuivi son développement en 2009, 2010, 2011 malgré la crise. Une baisse du nombre d'établissements est néanmoins constatée entre 2011 et 2012 (-43) qui peut s'expliquer par l'impact décalé de la crise sur le tissu présentiel. Cette baisse concerne l'ensemble des secteurs de manière assez diffuse à noter néanmoins la forte contribution des débits de boissons et des activités sportives à cette diminution.

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

L'économie présentielle



Source : Acoss, traitement ID-Act.

L'économie présentielle a contribué positivement à l'évolution de l'emploi sur le territoire sans pour autant compenser les pertes du tissu productif.

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

L’économie présentielle

Libellé	Part des établissements	Part des postes salariés
Activités de services administratifs et de soutien	1%	0%
Activités financières et d'assurance	6%	4%
Activités immobilières	1%	0%
Activités vétérinaires	1%	0%
Administration publique	0%	0%
Arts, spectacles et activités récréatives	2%	1%
Autres activités de services	**9%**	5%
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	**30%**	**29%**
Construction	**20%**	**17%**
Enseignement	2%	3%
Hébergement et restauration	**10%**	8%
Charcuteries, boulangeries, pâtisseries	4%	2%
Information et communication	0%	1%
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	1%	2%
Santé humaine et action sociale	**11%**	**22%**
Taxis et transports de voyageurs	1%	4%

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

L’économie présentielle

Libellé activité	Postes salariés 2007	Postes salariés 2012	Evolution 2007-2012
Activités de services administratifs et de soutien	32	29	-3
Activités financières et d'assurance	510	571	61
Activités immobilières	136	62	-74
Activités vétérinaires	42	44	2
Administration publique	10	19	9
Arts, spectacles et activités récréatives	148	135	-13
Autres activités de services	367	389	22
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	3787	3885	98
Construction	2380	2304	-76
Enseignement	439	385	-54
Hébergement et restauration	916	1124	208
Charcuteries, boulangeries, pâtisseries	249	327	78
Information et communication	132	107	-25
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	234	312	78
Santé humaine et action sociale	2601	2993	392
Taxis et transports de voyageurs	492	482	-10

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

L'économie présentielle

Libellé activité présentielle (NAF 732 postes)	TCAM Pays Saint-Omer (2007-2012)	TCAM Nord Pas de Calais (2007-2012)	TCAM France (2007-2012)
Hypermarchés	1,5%	2%	3%
Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	**-2,7%**	-4%	1%
Aide à domicile	3,1%	2%	7%
Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	-2,0%	-2%	0%
Supermarchés	**-3,8%**	1%	4%
Restauration traditionnelle	3,2%	1%	5%
Activités de poste dans le cadre d'une obligation de service universel	-0,7%	-3%	0%
Hébergement social pour handicapés mentaux et malades mentaux	3,6%	2%	6%
Travaux de menuiserie bois et PVC	**-3,7%**	-1%	2%
Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	2,7%	1%	4%
Autres intermédiations monétaires	0,9%	0%	1%
Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé	-1,1%	-1%	3%
Construction de routes et autoroutes	**6,9%**	-2%	2%
Construction de maisons individuelles	**-4,1%**	-4%	0%
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	**5,9%**	0%	4%
Ambulances	3,9%	1%	5%
Activités hospitalières	1,6%	1%	4%
Action sociale sans hébergement n.c.a.	3,6%	0%	4%
Transports routiers réguliers de voyageurs	-0,6%	3%	4%
Hôtels et hébergement similaire	2,0%	0%	3%

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

L’économie présentielle

- Une part plus faible dans l’économie du territoire mais une densité d’établissements aussi importante qu’aux niveaux départemental et régional
- Une contribution positive à l’évolution de l’emploi sur le territoire
- Une économie dominée par trois secteurs : le commerce, la construction, la santé humaine et l’action sociale
- Une contribution forte du secteur de la santé action sociale, de l’hébergement-restauration et du commerce à la hausse des emplois dans l’économie présentielle
- A l’inverse plusieurs secteurs au sein de l’économie présentielle ont vu leurs effectifs diminué et en particulier la construction, les activités immobilières et de l’éducation
- Le bâtiment a plus souffert sur le territoire de St-Omer qu’en région ou au niveau national. Au-delà de la crise qui fortement touché le secteur, la densité d’entreprises du bâtiment étant élevée sur le territoire il peut s’agit aussi d’un ajustement de l’offre à la demande (poids démographique du territoire et niveau de consommation).

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

L'offre du territoire

	NPDC	Densité* NPDC	Pas de Calais	Densité* PdC	St-Omer	Densité* St-Omer
Commerces	17275	43	6597	45	631	47
Enseignement	4866	12	1876	13	195	15
Santé	25288	63	8481	58	747	56
Services aux particuliers	43384	107	15685	107	1510	113
Sports, loisirs et culture	7548	19	2977	20	262	20
Tourisme	1226	3	558	4	79	6
Transports et déplacements	1063	3	328	2	14	1
Total	100650	249	36502	250	3438	256

Zoom sur les équipements et services les plus « sur représentés »

	Densité* Pays de St-Omer	Densité* PdC	Densité* NPDC
Boulangerie	66	64	58
Ambulance	18	10	10
Coiffeur	158	144	127
Entreprise générale du bâtiment	54	51	45
Fleuriste	45	42	36
Maçon	95	57	57
Magasin de vêtements	96	87	84
Menuisier, charpentier, serrurier	95	72	68

** Densité pour 10 000 habitants*

Source : base des équipements de l'Insee 2012, traitement ID-Act.

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

L'offre du territoire

Zoom sur les équipements et services les plus « sous représentés »

	Densité* Pays de St-Omer	Densité* PdC	Densité* NPDC
Spécialiste en ophtalmologie	3	4	6
Spécialiste en oto-rhino-laryngologie	1	2	2
Spécialiste en pédiatrie	1	2	3
Spécialiste en psychiatrie	1	2	4
Spécialiste en gastro-entérologie, hépatologie	2	4	3
Spécialiste en gynécologie	4	4	6
Orthophoniste	29	31	39
Médecin omnipraticien	92	95	102
Masseur kinésithérapeute	93	98	107
Garde enfants d'âge préscolaire	7	12	15
Agence immobilière	35	49	57
Agence de travail temporaire	6	8	12
Restaurant	152	174	193

- Une densité d'offre satisfaisante
- Et en particulier une très forte densité d'activités artisanales (bâtiment, coiffeur, …)
- Mais un déficit :
  - Dans le domaine médical, spécialistes particulièrement
  - La garde d'enfant d'âge préscolaire
  - L'offre de restauration

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

L’enquête terrain

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Méthode et profil des enquêtés

Profil des enquêtés

Actifs	58%
Etudiants	8%
Retraités	24%
Inactifs	10%

- Les ménages interrogés sont composés en moyenne de 2,8 personnes
- 54% vivent dans un ménage sans enfant
- Le nombre moyen d'enfant par ménage (pour les ménages avec enfants) est de 2,3.

Source : enquête ID-Act

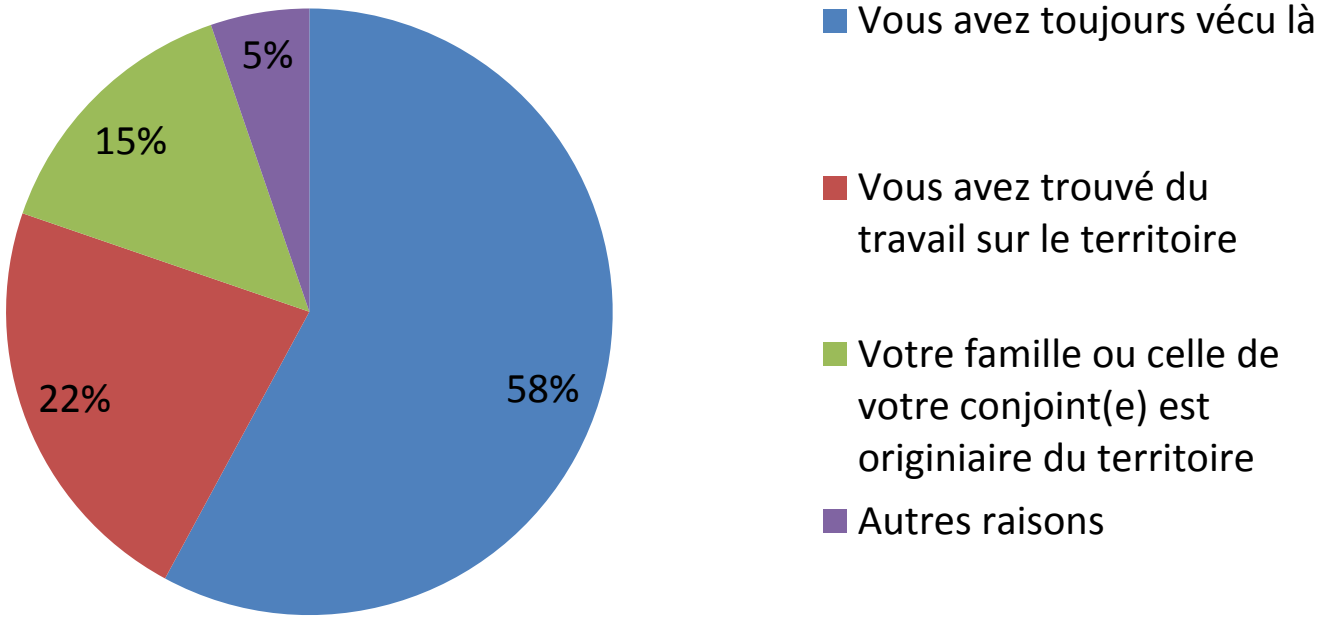
La méthodologie :

- Enquête réalisée auprès des habitants et « visiteurs » du Pays de Saint-Omer
  - 65 habitants
  - 11 visiteurs (Flandre Intérieure (8), Lille (2), Arras(1))
- Trois lieux d'enquête : centre commercial Rives de l'Aa, centre-ville de St-Omer, marché de St-Omer
- Le questionnaire portait sur :
  - Le profil de la personne
  - Son parcours sur le territoire
  - Ses habitudes de consommation
  - Sa perception de l'offre du territoire

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Installation sur le territoire

Pourquoi vous êtes vous installés sur le territoire ?



Source : enquête ID-Act

L'emploi : motif principal d'installation sur le territoire

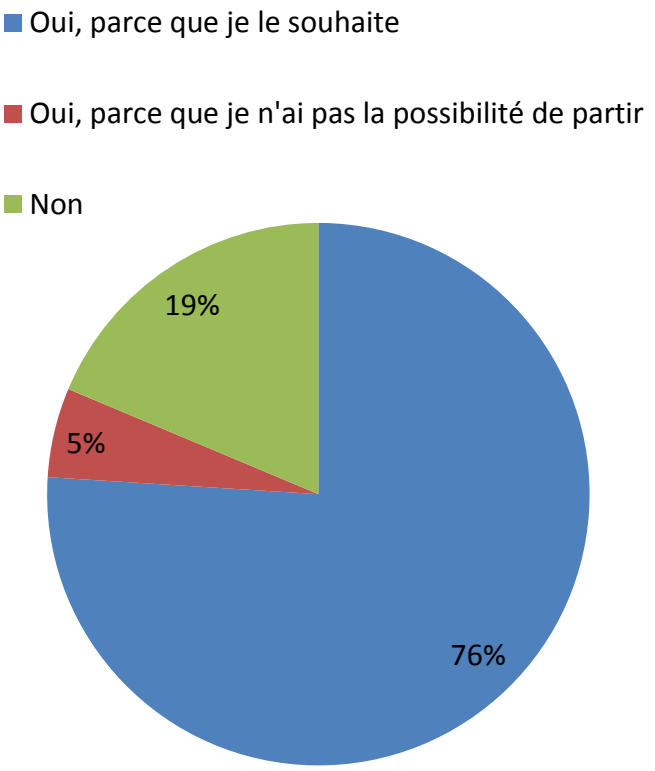
Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Lien au territoire

Perception et attachement au territoire

- Une difficulté générale des habitants à s'exprimer sur leur territoire (« on ne connaît rien d'autre »)
- Les atouts perçus (peu différenciants) :
  - « Il y a tout à proximité »
  - Le cadre de vie (nature, calme…)
  - La convivialité
- Les faiblesses mises en avant :
  - La situation économique (« le manque de travail »)
  - L'animation culturelle
  - Le stationnement

Avez-vous l'intention de rester vivre sur le territoire dans les 5 prochaines années ?



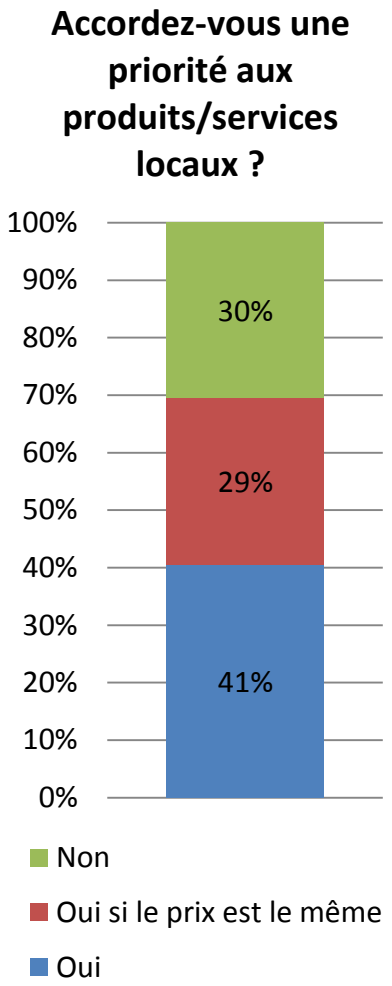
Source : enquête ID-Act

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Consommation

Les habitudes de consommation

- 91% des personnes interrogées font leurs courses alimentaires principalement sur le Pays de Saint-Omer. Les 9% restants sont essentiellement constitués des « non habitants ».
- 82% des personnes interrogées font leurs courses non alimentaires principalement sur le Pays de Saint-Omer. La concurrence vient principalement du littoral, de Lille et d'Internet.
- Pour les personnes ayant recours :
  - Aux services de santé (95% des répondants concernés) : 83% utilisent l'offre du territoire
  - Aux loisirs (75% des répondants concernés) : 64% utilisent l'offre du territoire
  - Aux services aux particuliers (57% des répondants) : 77% utilisent l'offre du territoire.



Source : enquête ID-Act

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Perception de l'offre

L'offre du territoire est-elle satisfaisante du point de vue de la quantité ?

Offre	Oui	Non	Ne sais pas
Commerce alimentaire	94%	3%	3%
Commerce non alimentaire	75%	18%	7%
Santé	61%	24%	15%
Loisirs	51%	27%	22%
Education	66%	5%	29%
Services aux particuliers	53%	1%	46%
Transports	53%	8%	39%

Source : enquête ID-Act

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Perception de l'offre

L'offre du territoire est-elle satisfaisante du point de vue de la qualité/diversité?

Offre	Oui	Non	Ne sais pas
Commerce alimentaire	92%	5%	3%
Commerce non alimentaire	67%	29%	4%
Santé	56%	29%	15%
Loisirs	49%	28%	23%
Education	63%	6%	31%
Services aux particuliers	52%	-	48%
Transports	47%	11%	42%

Source : enquête ID-Act

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

3 – Analyse stratégique et enjeux pour le développement de l'économie présentielle

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Forces et faiblesses du territoire

La demande

Forces

- Forte densité de population
- Augmentation de la population au cours de la dernière décennie
- Attractivité des territoires ruraux (arrière pays littoral)
- Ecarts de revenus limités sur le territoire et des « revenus faibles » moins faibles qu'ailleurs
- Mobilités domicile-travail favorables au territoire
- Fréquentation touristique plutôt à la hausse et notamment sur le tourisme d'affaires

Faiblesses

- Déclin de la population d'ici 2020 et en particulier sur les territoires urbains
- Départ des jeunes diplômés du territoire
- Déficit de CSP + et d'entrepreneurs conduisant à un déficit de pouvoir d'achat
- Sur représentation des personnes sans activité
- Paupérisation de l'agglomération centre
- Un tourisme de passage (régional et de courts séjours)

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Forces et faiblesses du territoire

L'offre

Forces

- Des atouts naturels et patrimoniaux remarquables et diversifiés
- Des équipements structurants
- Présence d'un pôle d'enseignement supérieur
- Des labels reconnaissant la qualité de l'offre du territoire
- Diversité de l'offre commerciale, artisanale et de services
- Evasion commerciale limitée
- Croissance de l'emploi salarié dans l'économie présentielle

Faiblesses

- Déficit d'infrastructures de transport
- Faiblesse de l'entrepreneuriat et plus largement faiblesse de la culture de l'initiative économique
- Faiblesse de la politique d'animation (commerciale, culturelle,…)
- Sous-exploitation des atouts touristiques et offre à renforcer
- Déficit d'identité territoriale et de mise en valeur des atouts

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Analyse stratégique

Les enjeux du développement de l'économie présentielle sur le territoire

- Une problématique forte d'**attractivité**
  - Attractivité de la ville-centre et plus généralement des pôles urbains
  - Attractivité vis-à-vis des populations à plus hauts revenus
  - Positionnement peu différencié
  - Pas d'articulation avec les territoires voisins
- Et ce malgré des **atouts** notables (patrimoine architectural, naturel, …)

- Une **composition de la population** qui pénalise la consommation
  - Déficit de cadres et d'entrepreneurs
  - Sur représentation des personnes sans activité

- Une faiblesse de l'**entrepreneuriat** au cœur de la problématique de développement du territoire
  - Impact sur le renouveau du tissu économique (présentiel et non présentiel)
  - Impact sur les niveaux de revenus et la consommation

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Analyse stratégique

Les enjeux du développement de l'économie présentielle sur le territoire

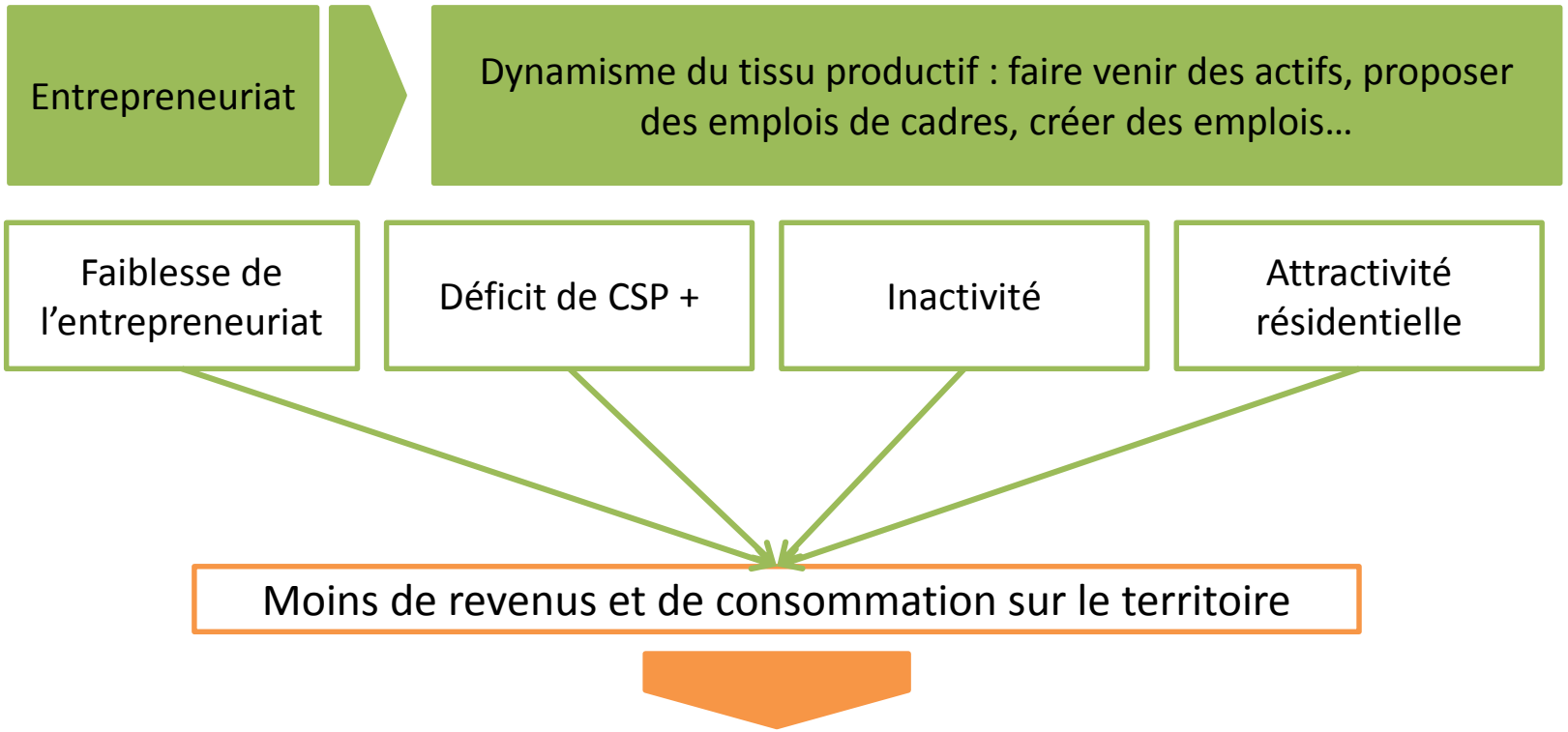
- Des enjeux qui renvoient à la **dynamique économique globale du territoire** (présentielle et non présentielle)
  - Entrepreneuriat
  - Niveau de qualification de la population
  - Dynamisme du tissu économique

- Et qui touchent des champs qui vont **au-delà de celui du développement économique**
  - Aménagement et habitat
  - Education et petite enfance
  - Culture
  - …

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Analyse stratégique

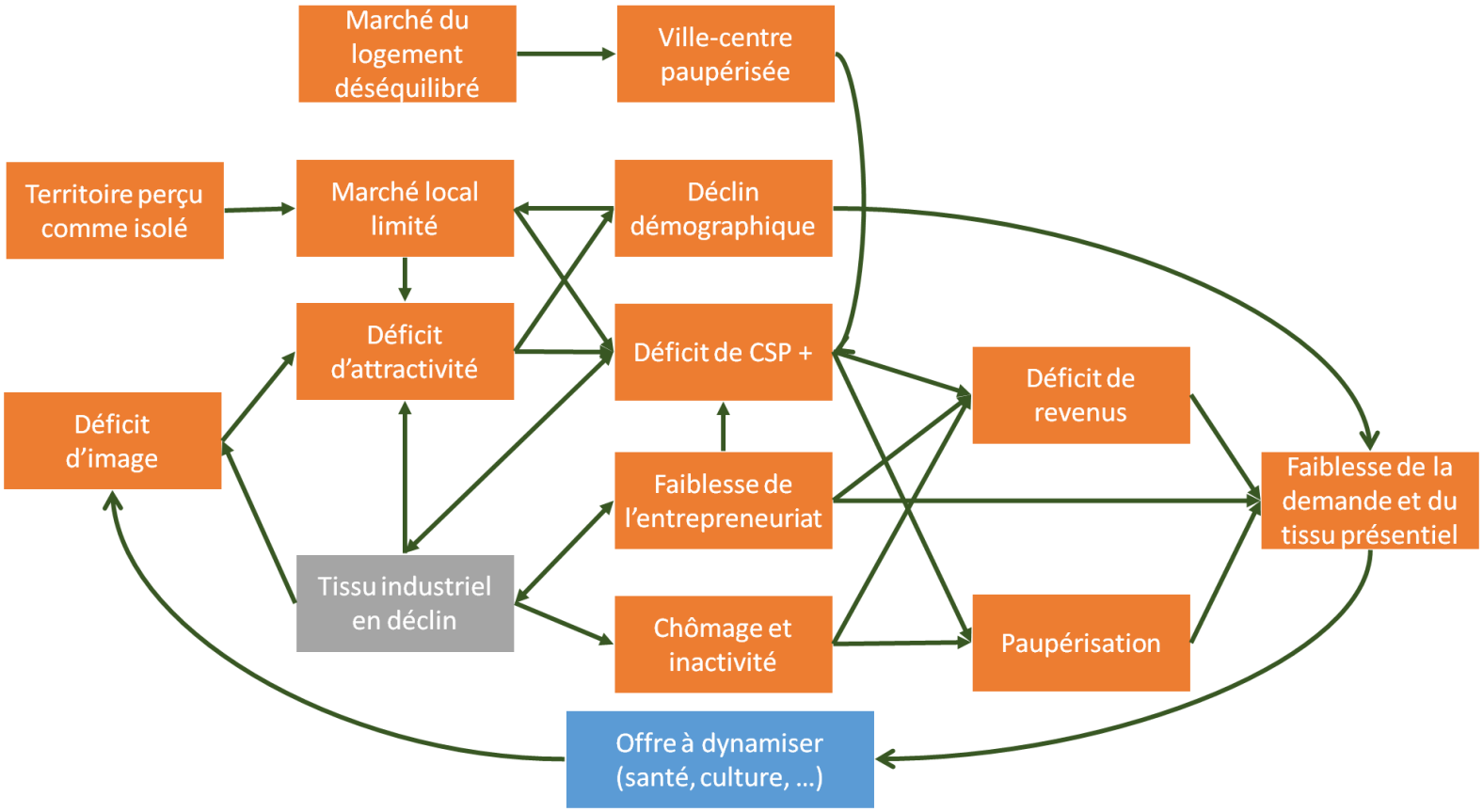
Des enjeux liés au fonctionnement de la sphère productive



Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Analyse stratégique

La problématique de développement de l'économie présentielle sur le territoire



Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

L'analyse des enjeux

- **Faiblesse de l'entrepreneuriat**
  - Hypothèse : un taux d'entrepreneuriat se situant au niveau de la moyenne régionale pour la période 2006-2012
  - Résultats : 634 créations d'entreprises supplémentaires et ***1200 emplois*** créés

- **Déficit CSP + et sur représentation des personnes sans activité**
  - Hypothèse : la densité de personnes sans activité se situe au niveau de la moyenne nationale soit 2943 actifs supplémentaires qui se répartissent dans les CSP sous représentées sur le territoire
  - Résultats : 50 millions d'euros supplémentaires injectés dans la consommation sur le territoire qui permettraient de créer ***243 emplois*** supplémentaires

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

L'analyse des enjeux

- **Déficit d'attractivité résidentielle**
  - Hypothèse : un solde migratoire nul sur la période 2006-2011 sur la CA de Saint-Omer soit environ 1620 habitants supplémentaires équivalent à environ 675 ménages et 10,5 millions de revenus supplémentaires
  - Résultats : 5,3 millions supplémentaires injectés dans la consommation qui permettraient de créer ***26 emplois*** supplémentaires

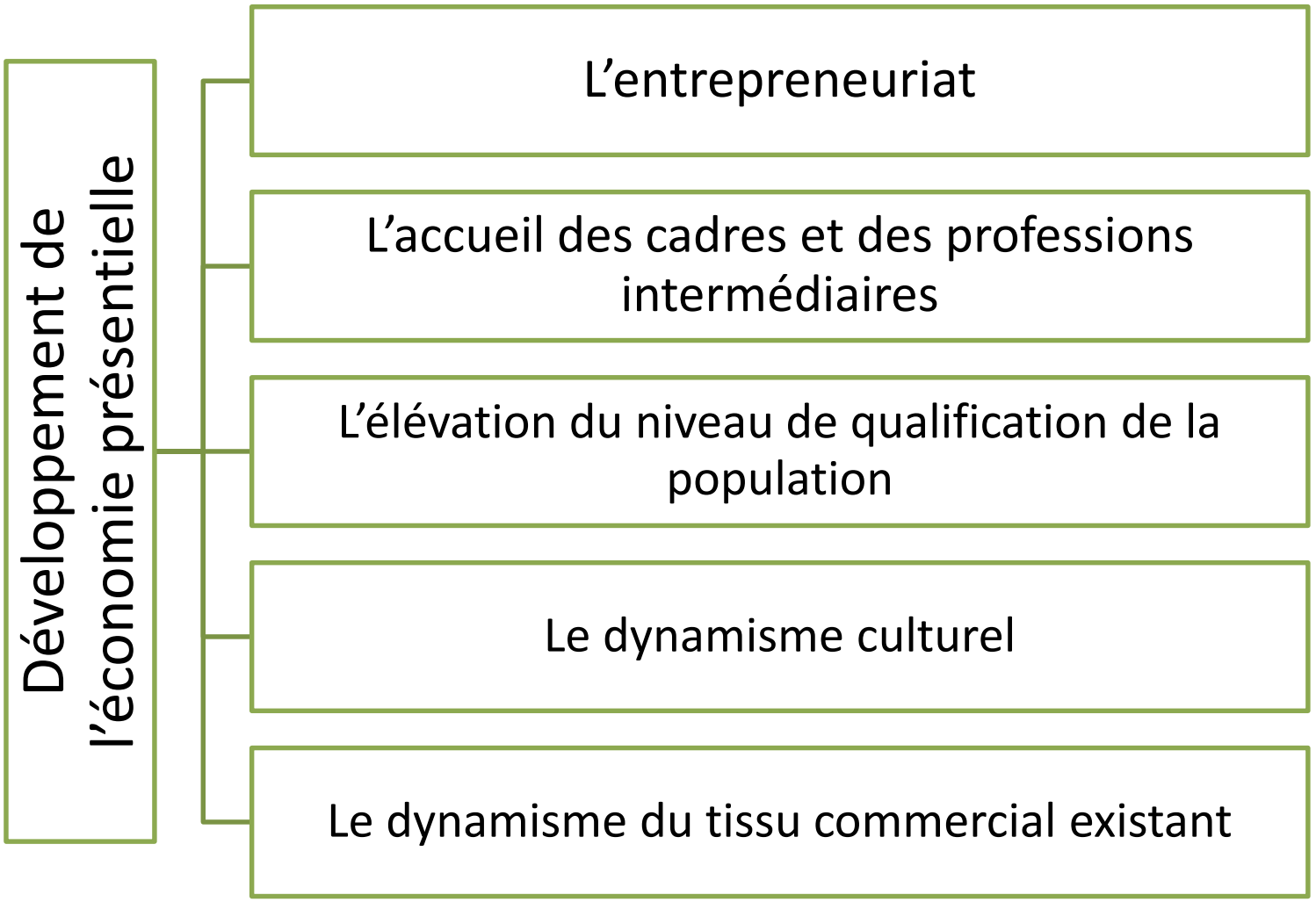
- **Potentiel touristique insuffisamment exploité**
  - Hypothèse : hausse de 20% du nombre de visiteurs (excursionnistes) par rapport à 2010 soit 112 500 excursionnistes de plus chaque année et panier moyen d'environ 25 euros
  - Résultats : 2,8 millions d'euros supplémentaires de revenus injectés sur le territoire qui génèreraient ***15 emplois*** supplémentaires

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

4 – Plan d’actions en faveur du développement de l’économie présentielle

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Les leviers



Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Le plan d'actions

Entrepreneuriat	• Renforcer et systématiser les actions en faveur de la sensibilisation à l'entrepreneuriat
L'accueil des cadres	• Mettre en place un dispositif d'appui à l'accueil des cadres et de leurs conjoints • Favoriser l'accueil et le maintien de jeunes diplômés sur le territoire
Elévation du niveau de qualification	• Réaliser un diagnostic qualitatif et quantitatif de l'offre d'accueil petite enfance • Mettre en place une Gestion Territorialisée des Emplois et des Compétences
Dynamisme culturel	• Structurer une offre culturelle à rayonnement régional
Dynamisme du tissu commercial existant	• Coordonner les actions d'animation commerciale à l'échelle du Pays • Etudier l'opportunité de développement d'une politique de « grands évènements » à l'échelle du Pays

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Le plan d'actions

L'entrepreneuriat

Intitulé de l'action : renforcer et systématiser les actions en faveur de la sensibilisation à l'entrepreneuriat

Cibles : jeunes et scolaires

Contenu

- En lien avec les actions du PLDE :
  - Etendre à l'ensemble du Pays les actions de sensibilisation à l'entrepreneuriat (sensibilisation des établissements scolaires, organisation de « camps de l'innovation »)
  - Etendre aux temps et structures périscolaires les actions de sensibilisation (centres aérés, activités périscolaires, …)
  - Former des relais d'EPA sur le territoire
- Partenaires : EPA, Rectorat, collèges , lycées, Département, Région, établissements primaires, communes, EPCI

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Le plan d'actions

L'accueil des cadres et des professions intermédiaires

Intitulé de l'action : mettre en place un dispositif d'appui à l'accueil des cadres et de leurs conjoints

Cibles : cadres, entreprises du territoire

Contenu

- Mettre en place une cellule d'accueil pour les cadres :
  - Découverte du territoire
  - Assistance à la recherche d'un logement, d'un mode de garde, d'un établissement scolaire…
  - Accompagnement renforcé du conjoint dans la recherche d'emploi
- Accompagnement des entreprises dans la recherche de profils
- Partenaires : Saint-Omer Développement, CCI, Clubs d'entreprises, MDE de Boulogne, Calais, Dunkerque, Agences de développement de Boulogne, Calais, Dunkerque

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Le plan d'actions

L'accueil des cadres et des professions intermédiaires

Intitulé de l'action : favoriser l'accueil et le maintien de jeunes diplômés sur le territoire

Cibles : jeunes diplômés

Contenu

- Mettre en place un observatoire du devenir des jeunes diplômés du territoire
- Diffuser de manière ciblée les offres d'emplois aux diplômés du territoire
- Développer les partenariats pour l'accueil de stagiaires dans les entreprises du territoire
- Partenaires : Agence d'Urbanisme et d'Aménagement, Saint-Omer Développement, CCI, Clubs d'entreprises, établissements d'enseignement supérieur

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Le plan d'actions

L'élévation du niveau de qualification de la population

Intitulé de l'action : réaliser un diagnostic qualitatif et quantitatif de l'offre d'accueil petite enfance

Cibles : structures d'accueil de la petite enfance

Contenu

- Réaliser un état des lieux de l'offre d'accueil petite enfance sur le territoire :
  - Quantitatif : nombre de places, répartition par type d'offre de garde, répartition par commune, taux de couverture des besoins…
  - Qualitatif : ingénierie pédagogique mise en place, actions en faveur de la réduction des inégalités…
- Partenaires : CAF, communes, Département, RAM, Galilée

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Le plan d'actions

L'élévation du niveau de qualification de la population

Intitulé de l'action : mettre en place une Gestion Territorialisée des Emplois et des Compétences (GPECT)

Cibles : entreprises du territoire

Contenu

- Réaliser sur le territoire du Pays de Saint-Omer d'une GPECT :
  - Analyse du tissu économique : perspectives d'évolution et conséquences en termes de besoins de compétences
  - Mise en place d'un plan d'actions
- Partenaires : Saint-Omer Développement, CCI, DIRECCTE, Pôle Emploi

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Le plan d'actions

Le dynamisme culturel

Intitulé de l'action : structurer une offre culturelle à rayonnement régional

Cibles : équipements culturels du territoire

Contenu

- Mettre en place une programmation culturelle différenciante et attractive à l'échelle régionale
- Organiser des « packages » avec les restaurateurs du territoire
- Partenaires : EPCI, communes, équipements culturels à rayonnement régional hors Pays de Saint-Omer

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Le plan d'actions

Le dynamisme du tissu existant

Intitulé de l'action : coordonner les actions d'animation commerciale l'échelle du Pays

Cibles : UC, entreprises commerciales, artisanales et de services

Contenu

- Mettre en place une gouvernance permettant de réunir les acteurs du commerces, du sport, de la culture, des loisirs et mettre en cohérence les animations prévues à l'échelle du Pays
- Mettre en ligne un agenda commun des animations à l'échelle du Pays (en lien avec la stratégie numérique)
- Mettre en place une charte graphique commune à l'échelle du Pays
- Partenaires : CCI, CMA, communes, OT, équipements culturels, équipements sportifs, équipements de loisirs, clubs d'entreprises, associations

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Le plan d'actions

Le dynamisme du tissu existant

Intitulé de l'action : étudier l'opportunité de développement d'une politique de « grands évènements » à l'échelle du Pays

Cibles : UC, entreprises commerciales, artisanales et de services

Contenu

- Etudier l'opportunité et les conditions de création d'un évènement pérenne et propre au Pays de Saint-Omer
- Structurer une stratégie d'accueil de grands évènements notamment sportifs
- Partenaires : CCI, CMA, communes, OT, équipements culturels, équipements sportifs, équipements de loisirs, clubs d'entreprises, associations

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Un plan d'actions au cœur du PLDE

Plan Local de Développement économique (PLDE) 2013-2015

DIVERSIFICATION – DYNAMISME – ATTRACTIVITE - RAYONNEMENT

- Favoriser le développement de la culture entrepreneuriale et la création d'activités
- Amplifier le rayonnement artisanal et commercial
- Poursuivre la diversification économique
- Renforcer la dynamique économique par l'emploi et la solidarité

SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE PRESENTIELLE

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

4 - Annexes

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Economie présentielle et projets publics

Présentation des travaux réalisés

- Les projets publics contribuent au dynamisme de l'économie résidentielle
  - Création de nouveaux facteurs d'attractivité du territoire
  - Rayonnement sur les activités économiques connexes (hôtellerie-restauration, services aux personnes, commerce)
  - À plus long terme et sous certaines conditions, amélioration de l'environnement économique des activités productives (ex : centre de recherche, plates-formes techniques, infrastructures de transport de marchandises etc.)
  - Certains équipements publics peuvent trouver leur équilibre économique dans des conditions d'exploitation identiques à celles du privé (sans subventions)
  - Illustrations : infrastructures touristiques (Nausicaa, Grands Palais des Congrès), événements majeurs (Lille 2004, Puy du Fou)
- Deux études d'impact d'opérations publiques dans l'Audomarois
  - Centre aquatique-Centre de congrès
  - Association Municipale de Gymnastique d'Arques (AMGA)

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Economie présidentielle et projets publics

Présentation des opérations publiques étudiées

- Un complexe comprenant:
  - Un centre aquatique :
    - Fréquentations annuelles : 275 000 *
    - Coût moyen d'une entrée : 3,90 €*
  - Centre de congrès /salle de spectacles :
    - Nombre de visiteurs attendus par an : 31 050*
    - Panier moyen: 13 €*

    ** Données fournies par le futur gestionnaire*

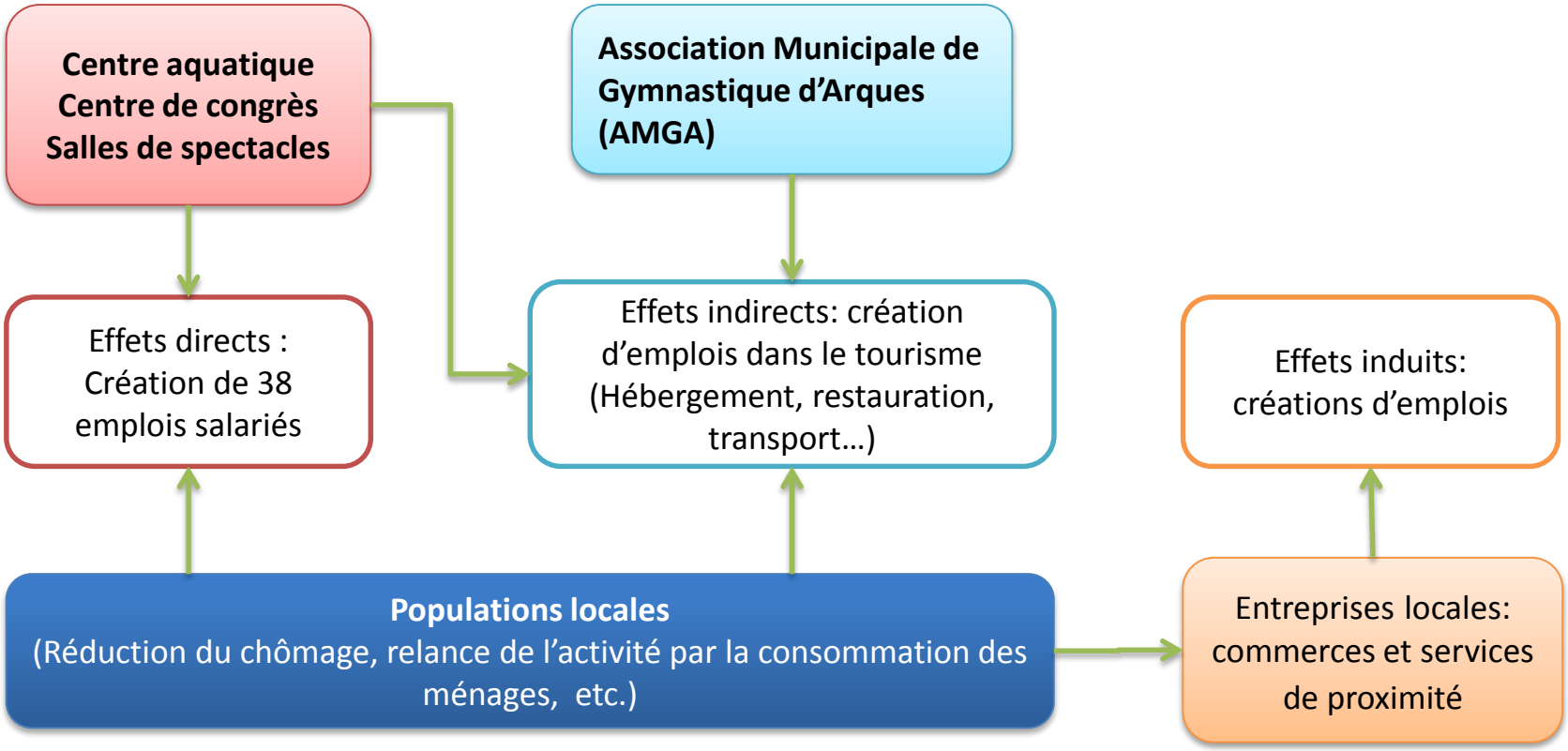
- L'Association Municipale de Gymnastique d'Arques (AMGA):
  - Premier club de France de la Fédération Française de Gymnastique
  - Disposant depuis 2010 d'un complexe gymnique capable d'accueillir des compétitions de niveau international (Championnat d'Europe, Tournoi International, …) : 17 000 nuitées environ sur 2011, 2012, 2013.*

  * *Données fournies par le service des sports de la ville d'Arques*

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Economie présidentielle et projets publics

Trois types d'effets peuvent être attendus : les effets directs, indirects et induits



Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Economie présidentielle et projets publics

Le complexe : centre aquatique/centre des congrès

› Création de 38 emplois directs

Code métier	Libellé métier	Effectif à temps plein
424a	Moniteurs et éducateurs sportifs, sportifs professionnels	16
684a	Nettoyeurs	11
541a	Agents et hôtesses d'accueil et d'information (hors hôtellerie)	6
435a	Directeurs de centres socioculturels et de loisirs	1
461f	Maîtrise et techniciens administratifs des autres services administratifs	1
353b	Directeurs, responsables de programmation et de production de l'audiovisuel et des spectacles	1
465b	Assistants techniques de la réalisation des spectacles vivants et audiovisuels (indépendants ou salariés)	1
542a	Secrétaires	1

** Données fournies par le futur gestionnaire*

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Economie présidentielle et projets publics

Le centre aquatique : estimation des emplois indirects

- 275 000 visiteurs sont attendus tous les ans dans le centre aquatique *(données fournies par le futur gestionnaire)*
- ***Hypothèse posée par ID-Act*** : 30% des participants (82 500) viennent de l'extérieur du territoire et parmi eux la moitié (41 250) consomment sur place à hauteur de 8 € en moyenne.
- Ces hypothèses seraient à affiner sur la base d'une connaissance plus précise du marché réel du centre aquatique.

Hébergement et restauration	Fréquentations	Estimation en euros	Ratio CA/Sal	Emplois salariés TP
Restauration	41 250	2 598 750 €	107 708	24

Le fonctionnement « en vitesse de croisière » du centre aquatique créerait (ou consoliderait) 24 emplois indirects dans le secteur de la restauration (sur la base des hypothèses retenues).

Pas d'information sur la répartition des visiteurs du centre des congrès entre l'utilisation salle de spectacle ou salle de congrès

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Economie présidentielle et projets publics

AMGA : estimation des emplois indirects

- Estimation des nuitées induites par les actions au complexe gymnique d'Arques :
  - Année 2011 : 5 000*
  - Année 2012 : 6 500*
  - Année 2013 : 5 500*

** Données fournies par le service des sports de la ville d'Arques*

Lignes de services	Estimations
Prix moyen d'une nuitée à l'hôtel pour une personne	101 €
Nombre de nuitées en moyenne dans l'année	5 700
Estimation annuelle	578 156 €
Ratio CA/Salariés ETP	126 873
Nombre d'emplois induits équivalent temps plein	5

La fréquentation du complexe gymnique peut générer 5 emplois salariés à temps plein dans le secteur de l'hôtellerie-restauration.

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Economie présidentielle et projets publics

Complexe centre aquatique/centre des congrès : estimation des emplois indirects
603 537 € (84,4% du salaire net **)** seront injectés dans le Pays grâce aux 38 emplois créés

Code métier	Libellé métier	Effectif à temps plein	Salaire net médian	Salaire net médian annuel
424a	Moniteurs et éducateurs sportifs, sportifs professionnels	16	1 746 €	335 232 €
684a	Nettoyeurs	11	1 162 €	153 384 €
541a	Agents et hôtesses d'accueil et d'information (hors hôtellerie)	6	1 341 €	96 552 €
435a	Directeurs de centres socioculturels et de loisirs	1	2 246 €	26 952 €
461f	Maîtrise et techniciens administratifs des autres services administratifs	1	2 003 €	24 036 €
353b	Directeurs, responsables de programmation et de production de l'audiovisuel et des spectacles	1	2 919 €	35 028 €
465b	Assistants techniques de la réalisation des spectacles vivants et audiovisuels (indépendants ou salariés)	1	2 179 €	26 148 €
542a	Secrétaires	1	1 480 €	17 760 €
Total				**715 092 €**

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014

Economie présidentielle et projets publics

Le centre aquatique et le centre de congrès : équilibre dépenses publiques/retombées résidentielles

- 3 postes à temps plein pour le centre des congrès, pour un coût moyen chargé par poste de 48 K€ par an*
- 34 postes pour le centre aquatique, pour un coût moyen chargé par poste de 30 K€*

** Hypothèses posées par ID-Act*

Equipement	Fréquentation	Prix moyen	CA	Effectif	Salaire moyen brut chargé	Frais de personnel
Centre des congrès	31 050	13,00 €	403 650,00 €	3	4 000,00 €	144 000,00 €
Piscine	275 000	3,90 €	1 072 500,00 €	34	2 500,00 €	1 020 000,00 €
Total	306 050	4,82 €	1 476 150,00 €	37	31 459,46 €	1 164 000,00 €

Les dépenses de personnel représenteraient 79% des recettes de billetterie, hors amortissement des investissements, frais financiers, provision pour grosses réparations et fonctionnement. Le complexe n'est évidemment pas viable sans subvention d'équilibre, dans ce seul périmètre.

Confidentiel – Tous droits réservés – ID-ACT 2014